

Document

Articles de presse de décembre 2012

Table des matières

France

Politique

- The Economist toujours fan de Manuel Valls, «*le Sarkozy socialiste*». (22.12)
- Les grands partis financés à 38% par l'aide publique. (28.12)

Social

- Les Français passent plus de temps à jouer aux jeux vidéos. (06.12)
- Les 10 chiffres chocs sur la pauvreté en France. (11.12)
- Palmarès: le salaire des patrons du CAC 40 ne connaît pas la crise. (12.12)
- 580.000 foyers privés d'électricité et de gaz pour impayés en 2012. (19.12)
- Plus de 12 millions d'heures de chômage partiel consommées en France en 2012. (21.12)

Economie

- Loi bancaire : en quoi elle est un flagrant délit de connivence avec les banquiers ? (21.12)

International

Politique

- Syrie. Voilà à qui Hollande-Faibus veulent livrer des armes. (01.12)
- Angela Merkel s'assume en "*marchande de canons*". (04.12)
- 40% des Israéliens prêts à partir! (18.12)
- Ces huit familles qui contrôlent la Chine. (28.12)

Social

- Avec la crise, les hôpitaux grecs soignent au rabais. (06.12)
- Salaires - Ils ont augmenté dans les pays émergents.... (08.12)
- Grand écart salarial entre les économies asiatiques et occidentales. (08.12)
- Etats-Unis : une loi limitant le pouvoir des syndicats dans le coeur ouvrier du Michigan. (12.12)
- Espagne : chaos dans les hôpitaux publics madrilènes (19.12)
- Etranglés par le chômage, des millions d'Européens basculent dans la pauvreté. (25.12)

Economie

- Les limites du gouvernement Sachs. (01.12)
- Espagne: l'ex-chef du patronat en prison. (06.12)
- EDF, GDF Suez, Eon... : le temps se gâte pour les énergéticiens européens. (07.12)
- Dette et recentrage d'activités poussent aux cessions. (08.12)
- Les Chinois contrôlent le transport aérien planétaire. (11.12)
- L'évasion fiscale dans les Bermudes profite bien à Google. (11.12)
- Les Etats-Unis "*premiers entre les puissants*" en 2030, malgré la Chine. (11.12)
- Fraude fiscale: information judiciaire contre l'un des deux patrons de Deutsche Bank. (13.12)
- Energies: le charbon en passe de ravir au pétrole sa place de n°1 mondial. (19.12)

- Quatre banques condamnées en Italie pour la vente de dérivés (21.12)
- UBS condamnée à 1,1 milliard d'euros d'amende pour avoir manipulé le Libor. (21.12)
- ICE achète Nyse Euronext pour 8,2 milliards de dollars (21.12)
- UE: 1.600 milliards d'euros d'aides d'Etat versées aux banques de 2008 à 2011. (22.12)
- Les actionnaires de Bankia vont subir de grosses pertes. (28.12)
- Vers un record mondial de ventes de voitures en 2013. (28.12)

Un article de lemonde.fr du 30 novembre 2012

Les limites du gouvernement Sachs. (01.12)

La nomination de Mark Carney, le patron de la Banque du Canada, au poste de gouverneur de la Banque d'Angleterre, a relancé la polémique sur la puissance de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs.

En effet, à l'instar de Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE), d'Antonio Borges, chargé des privatisations au Portugal ou de Mario Monti, président du conseil italien, le futur responsable de "*la vieille dame de Threadneedle Street*" est un ancien de Goldman Sachs.

Les détracteurs du célèbre établissement financier new-yorkais ont beau jeu de souligner dans la foulée que ledit Mark Carney a succédé à Mario Draghi à la tête du Conseil de stabilité financière créé par le G20 en vue de surveiller les institutions financières.

Par ailleurs, le banquier central canadien qui a travaillé treize ans chez Goldman Sachs vient d'être remplacé par un autre alumnus ("*ancien élève*"), William Dudley, à la tête de l'organe de supervision des marchés de la Banque des règlements internationaux.

Voilà donc Goldman Sachs qui occupe de nouveau le devant de la scène. En cause, la puissance de son réseau d'influence unique, à la fois souterrain et public, actif des deux côtés de l'Atlantique. On reparle du "*gouvernement Sachs*", ce maillage serré sédimenté depuis des lustres.

Les partisans de la théorie du complot peuvent à nouveau s'en donner à coeur joie en dénonçant une pieuvre aux multiples tentacules qui poursuivrait un sinistre dessein de domination mondiale.

La réalité du pouvoir de ce cercle magique constitué d'anciens de Goldman Sachs passés avec armes et bagages au plus haut niveau de la fonction publique ou de la politique, est bien sûr plus nuancée.

Certes, par le truchement du "*revolving door*", c'est-à-dire les allers et retours entre la banque et la haute administration, le quartier général du 200 West Street, à Manhattan, est en mesure d'influencer la gouvernance mondiale. "*Vous êtes diplômé de l'université Goldman, et vous n'oubliez jamais la culture maison dans vos fonctions à l'extérieur*", souligne Richard Sylla, professeur d'histoire financière à la Stern Business School de New York, au sujet d'un mode opératoire très spécifique à la banque.

De surcroît, incontournable dans les coulisses du pouvoir, Goldman Sachs, pure banque d'affaires entourée de mystère, est invisible aux yeux du public, ce qui alimente tous les fantasmes.

En outre, à l'inverse de ses consoeurs, la banque fait appel en priorité à d'anciens banquiers centraux, hauts fonctionnaires de la Commission européenne ou directeurs du Trésor. En revanche, dans les couloirs, vous ne croisez jamais d'ex-premiers ministres ou d'ambassadeurs retraités considérés comme d'aimables potiches.

Par le truchement de sa confrérie d'anciens associés, Goldman sait cultiver les accointances, de droite comme de gauche. L'enseigne est tout simplement imbattable dans le registre de l'entrisme économico-politique.

Enfin, le "*gouvernement Sachs*" ouvreur de portes permet de recueillir, en toute légalité, des informations qui circulent ensuite dans les différents départements de la banque, à commencer par la salle des marchés.

Pourtant, au-delà de ces compagnons, maîtres et grands maîtres amenés à "*répandre dans l'univers la vérité acquise en loge*", le pouvoir de Goldman a perdu de son efficacité depuis la tourmente financière de 2008.

Les "*ex*" se révèlent moins utiles face à des gouvernements et des régulateurs sensibles à l'impopularité des professionnels de la finance, tenus pour responsables de la crise.

Le carnet d'adresses ne suffit plus sur une planète financière complexe et technique face à une nouvelle génération d'industriels moins impressionnés par le savoir-faire des petits génies de l'argent. Les clients exigent le respect de l'éthique.

Jamais l'orgueilleux mastodonte n'a pris autant de coups (scandale Abacus, maquillage des comptes grecs, révélations de l'ex-trader Greg Smith...).

Les maladresses de son PDG, Lloyd Blankfein, qui affirme "*faire le travail de Dieu*", ont écorné son image. De plus, le président Barack Obama a mis en route la réforme financière la plus ambitieuse depuis la Grande Dépression et qui devrait contraindre Goldman à limiter les activités spéculatives à l'origine même de son succès.

Si la clientèle lui est restée fidèle, et si les diplômés les plus brillants se bousculent toujours au portillon, l'aura de la prestigieuse compagnie s'est ternie.

Dans ce contexte, aux Etats-Unis par exemple, l'âge d'or d'anciens dirigeants de la banque implantés dans les hautes sphères de Washington - Sidney Weinberg, conseiller occulte de Roosevelt, ou Robert Rubin et Henry Paulson, respectivement secrétaire au Trésor de Bill Clinton et de G.W. Bush - est bel et bien révolu.

Au contraire, des anciens de Goldman sont souvent à la pointe du combat contre les excès de la finance casino. C'est le cas de Gary Gensler, dirigeant de la Commodities Futures Trading Commission, qui combat l'opacité des marchés à terme.

Ou de Mark Carney, régulateur impitoyable, qui a déclaré "*comprendre*" la démarche des anticapitalistes.

Goldman Sachs reste une compagnie extraordinaire dotée de tous les atouts lui permettant de conserver une part de puissance et de gloire. Mais, dans le nouvel environnement financier, l'institution n'est plus ce qu'elle était.

Commentaire.

Le Monde se leurre sur la capacité de Goldman Sachs qui demeure intacte. Qu'il soit en extase devant ce monstre, n'a rien d'étonnant, sans le soutien de la banque et de l'oligarchie financière il y a belle lurette que *Le Monde* aurait sans doute disparu. En réalité, les "*anciens de Goldman*" réclament leur part du gâteau de la spéculation financière que s'accapare presque entièrement les Goldman, J.P Morgan et Cie.

Aussi il lui faut manier le vrai et le faux. Le faux on vient de l'évoquer car Goldman Sachs fait partie du cartel des banquiers de la Fed... et de la Banque d'Angleterre, il a des ramifications au sein de milliers de grandes entreprises et des plus puissantes multinationales.

Rappelons que le pouvoir n'appartient pas à celui qui exerce un contrôle sur la monnaie ou l'économie, mais celui qui possède le privilège exorbitant de la création monétaire. On peut encore préciser que la Fed et la Banque d'Angleterre sont des banques commerciales privées et non des banques centrales d'Etat.

Ce journaliste écrit que "*l'âge d'or d'anciens dirigeants de la banque implantés dans les hautes sphères de Washington (...) est bel et bien révolu*", faux, si la campagne présidentielle d'Obama n'a pas été financée directement par les banquiers de la Fed, elle a été financée par les grandes universités et les multinationales détenues en grande partie... par ces mêmes banquiers, dont par exemple Rockefeller qui est actionnaire de Monsanto.

Il est vrai par contre que l'établissement d'un Nouvel ordre mondial s'avère chaotique, que les difficultés ou obstacles s'amoncelle dans cette voie, ce que les théoriciens du complot oublient de signaler ou feignent d'ignorer.

D'un côté les conséquences sociales des contradictions dues à la survie du capitalisme frappent de plus en plus de couches de la population qui ne le supportent pas tout en ignorant les causes réelles, la petite-bourgeoisie ou les couches moyennes, elles se sentent trahies par le capitalisme qu'elles soutiennent après avoir rejeté le socialisme dont elles ignorent tout ou identifient au stalinisme. De leur côté les travailleurs se

mobilisent contre une régression sociale continue qu'on leur annonce inévitable tandis que les Etats renflouent les banques à coup de centaines de milliards d'euros ou dollars. De plus ces contradictions prennent un contenu de plus en plus violentes et barbares, aveugles, ce qui va à l'encontre de tous les discours officiels sur la démocratie.

D'autre part, au fil du temps les décennies passant, avec l'explosion démographique depuis le début ou le milieu du XXe siècle, il devient de plus en plus improbable, voire impossible de contrôler l'ensemble de la population, dont les couches les plus éduquées et les plus critiques envers le capitalisme qui ne cessent de se développer de par le monde, la population aspirant de plus en plus à participer à la gestion de la société, rejetant partis et institutions qui ne prennent pas en compte leurs intérêts, on peut ajouter les médias institutionnels, cherchant la voie pour prendre son destin en mains.

Un article du figaro.fr 30 novembre 2012

Syrie. Voilà à qui Hollande-Faibus veulent livrer des armes. (01.12)

(Le titre du Figaro : *Des enfants seraient enrôlés par les rebelles syriens*. J'ai estimé que le conditionnel était de trop.)

Âgés de 14 à 17 ans, des adolescents syriens seraient envoyés au combat par l'Armée syrienne libre, selon le dernier rapport de Human Rights Watch. Des recrutements qui, s'ils étaient avérés, constituent un crime de guerre.

«*J'avais une kalachnikov... J'ouvrais le feu sur aux postes de contrôle... pour les capturer et leur prendre leurs armes.*» Originaire de Homs, Majid, 16 ans, est un enfant soldat. Interrogé avec quatre autres adolescents syriens par l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), il affirme avoir participé aux combats contre l'armée de Bachar el-Assad.

Recrutés par l'Armée syrienne libre (ASL) pour effectuer des missions diverses comme de la reconnaissance ou du transport de matériel militaire, certains adolescents auraient également mené l'assaut armes à la main. «*Nous aidions l'ASL en leur apportant des approvisionnements de Turquie, des armes. Nous apportions des balles et des kalachnikovs. Tous les enfants les aidaient de cette manière. Nous étions dix au total, entre 14 et 18 ans. Je connais les soldats de l'ASL, c'est eux qui m'ont demandé de les aider comme ça. C'est ce que j'ai fait pendant quatre ou cinq mois*», témoigne Raed, 14 ans. En juin dernier, lors d'une mission à la frontière turque, le garçon a été touché par un tir de l'armée gouvernementale. «*La balle a touché les nerfs, affirme-t-il. Je sens ma jambe, mais je ne peux pas la bouger. J'ai déjà subi quatre interventions chirurgicales, et il m'en reste encore trois... Je ne sais pas si je remarquerai un jour.*»

L'engagement des recrues ne prend pas en compte le critère de l'âge mais privilégie les compétences individuelles. «*Les tâches qui te sont attribuées dépendent de toi, explique Majid. Si tu es courageux, ils t'envoient combattre aux postes de contrôle. Ils nous ont appris à tirer, à démonter une arme et à la remonter, à viser une cible.*» Après avoir passé plusieurs mois à se battre, il a finalement été écarté de sa brigade. D'après le Centre de documentation des violations en Syrie, une ONG syrienne qui recense les morts et les détenus, sans précision de repère de date, au moins 17 enfants seraient morts au combat, .

D'après HRW, les garçons interrogés sont «*issus de segments particulièrement vulnérables de la population syrienne*». Certains ne savent pas lire et n'étaient pas scolarisés au moment de leur enrôlement. Parmi ces mineurs, quelques-uns ont déclaré s'être enrôlés de plein gré dans des brigades combattantes. Mais «*même dans le cas où les enfants se portent volontaires pour combattre, il en va de la responsabilité des commandants de les protéger en refusant leur adhésion*», déclare Priyanka Motaparthi, de la division Droits de l'enfant à HRW.

Selon le droit international, l'enrôlement de mineurs par des groupes armés est considéré comme un crime de guerre. De fait, le statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) interdit «*de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement à des hostilités*». En 2003, la Syrie avait adhéré au protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, qui condamne l'engagement dans un conflit de personnes de moins de 18 ans, rapporte HRW.

En août, une commission de l'ONU avait déjà alerté sur ce phénomène d'enfants soldats. Dans un rapport, elle assurait avoir rassemblé des preuves du non-respect d'un engagement pris par Riyad al-Asaad, chef de l'ASL, de ne pas utiliser des enfants à des fins militaires.

Commentaire.

Mais alors, ce sont aussi ceux qui arment et financent l'ASL qu'il faut traduire devant un tribunal populaire révolutionnaire pour crime de guerre, des pétromonarques dégénérés du Golfe à Obama, Hollande, Cameron, Merkel, Monti... Sans oublier l'élite intellectuel qui soutient l'ASL, les Kouchner, Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, etc. toute cette pourriture ultra réactionnaire.

Un article de lexpress.fr du 26 novembre 2012

Angela Merkel s'assume en "marchande de canons". (04.12)

L'Allemagne ne pouvant envoyer des soldats sur tous les fronts, la Chancelière a annoncé son intention d'utiliser plus souvent les livraisons d'armes à des fins diplomatiques, pour soutenir " ses partenaires dignes de confiance ". L'Arabie saoudite négocie ainsi l'achat de centaines de chars de combat et de véhicules blindés allemands.

Le redéploiement d'une Allemagne " décomplexée " sur le plan militaire et diplomatique se poursuit. Après avoir participé, pour la première fois depuis 1945, à une guerre offensive contre la Serbie en 1999, puis s'être engagé avec un contingent de près de 5000 hommes en Afghanistan à partir de 2001, Berlin semble avoir jeté aux orties ses réticences en ce qui concerne les ventes d'armes à destination de pays non-membres de l'OTAN. Dans sa dernière édition, le magazine *Der Spiegel* révèle ainsi que l'Arabie saoudite, qui est déjà sur les rangs pour acheter 270 chars de combats Leopard 2, a déposé une nouvelle demande auprès du Conseil fédéral de sécurité allemand afin de d'importer plusieurs centaines de blindés de type GTK Boxer, un transport de troupes monté sur pneus et équipé au choix d'un lance-grenade ou d'une mitrailleuse lourde, idéal en rase campagne... comme pour la répression de manifestations.

Cette révélation, non commentée par le gouvernement allemand puisque les réunions et les décisions du Conseil de sécurité sont soumises au secret le plus total, a déclenché de violentes réactions de la part des partis écologistes et de gauche, mais pas seulement. L'ancien ministre des Affaires étrangères d'Helmut Kohl Hans-Dietrich Genscher a également protesté: "*Avec le recul, on constate que la retenue allemande dans sa politique d'exportations d'armes s'est révélée exacte et l'on devrait s'y tenir*", a déclaré cette figure emblématique et respectée du parti libéral. Merkel assume sa diplomatie des ventes d'armes

Le "deal" saoudien n'est pourtant pas isolé. Ces derniers temps, l'Allemagne a vendu deux corvettes porte-hélicoptères à l'Algérie qui se prépare à passer une commande de 1200 véhicules blindés, mais aussi 130 Léopards 2 d'occasion à l'Indonésie, deux sous-marins à l'Egypte et quelques milliers de fusils d'assaut livrés aux quatre coins de la planète. Entre autres. De même, alors que Berlin proteste fermement contre la relance de la politique de colonisation des territoires occupés par Israël, *Der Spiegel* nous apprend aussi que le Conseil de sécurité a donné son feu vert pour la vente de lance-roquettes à l'armée israélienne. Le leader écologiste Jürgen Trittin est catégorique : "*On ne peut pas vendre des armes dans ces pays!*".

La Chancelière n'est pas de cet avis. Lors d'un discours prononcé fin octobre au congrès annuel de l'armée allemande, Mme Merkel a expliqué qu'à l'avenir, son pays comptait intégrer plus fortement les exportations d'armements dans sa doctrine de sécurité : "*Il est dans notre intérêt d'aider nos partenaires à établir ou à maintenir de manière efficace la sécurité et la paix dans leurs régions*", a-t-elle expliqué. Pour elle, les livraisons d'armes font clairement partie de cette aide: "*Ceux qui se sentent responsables du maintien de la paix mais ne peuvent pas jouer un rôle actif dans toutes les régions du monde, sont appelés à aider leurs partenaires dignes de confiance à prendre cette tâche à leur compte*", a ajouté la chancelière. Et d'après Angela Merkel, ces partenaires dignes de confiance sont nombreux. Il s'agit des pays de la Ligue arabe, et ceux de l'Union africaine et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Pas moins !

Face à cette perspective, les "marchands de canons" allemands, confrontés à un fort rétrécissement des budgets européens de défense, peuvent se frotter les mains. Pour Mme Merkel, l'exercice est cependant périlleux à l'aube de l'année électorale qui s'annonce : "*Angela Merkel sait que la grande majorité des Allemands est hostile aux exportations d'armes*", rappelle le député de gauche Jan van Aaken (Die Linke) : "*Il semble donc qu'elle justifie ses décisions par anticipation, comme pour construire une sorte de mur pare-feu avant la campagne*", explique-t-il.

Un article de Reuters du 5 décembre 2012

Avec la crise, les hôpitaux grecs soignent au rabais. (06.12)

Les hôpitaux en Grèce sont dans une situation si catastrophique que certains n'ont plus les moyens d'acheter des médicaments ni même du matériel standard pour éviter la contagion, comme les gants ou les blouses jetables.

Avec de moins en moins de médecins et d'infirmières, de plus en plus de patients et une trésorerie insuffisante, les hôpitaux en sont à prendre des risques, même avec l'hygiène de base, souligne Marc Sprenger, directeur du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC).

"J'ai vu des endroits (...) où la situation financière ne permettait même pas de pourvoir aux besoins fondamentaux, comme les gants, les blouses et les lingettes désinfectantes", dit Marc Sprenger qui vient de passer deux jours à Athènes où il s'est rendu dans des hôpitaux et des dispensaires.

"Nous savions déjà que la Grèce était déjà dans une situation très mauvaise en ce qui concerne les infections résistantes aux antibiotiques. Après avoir inspecté les hôpitaux, je suis maintenant totalement convaincu qu'il est plus que temps de s'attaquer au problème", ajoute-t-il.

Des patients souffrant de maladies particulièrement infectieuses comme la tuberculose pourraient ne pas obtenir le traitement dont ils ont besoin, explique-t-il.

Les dépenses pour le système de santé se montent à 11 milliards d'euros par an, soit 5% du produit intérieur brut. Selon le gouvernement le système est endetté à hauteur de deux milliards d'euros et il faut fortement réduire les dépenses.

De nombreux emplois ont été supprimés dans le secteur de la santé. En outre, certains salaires ne sont plus versés régulièrement. Devant l'hôpital Evangelismos d'Athènes, les médecins ont suspendu une banderole qui dit simplement : *"Le système de santé perd son sang"*.

Les médecins épuisés des 133 hôpitaux publics grecs évoquent le manque de personnel, la pénurie de matériel de base comme le coton, les cathéters, les gants ou encore le papier utilisé pour recouvrir les lits de consultation.

Selon Panos Papanicolaou, membre d'un syndicat de médecins et neurochirurgien au centre hospitalier Nikea d'Athènes, les réductions d'effectifs signifient que 90 à 100 patients par jour attendent dans les couloirs et que nombre d'entre eux ne pourront se faire prescrire un traitement.

Il n'est pas rare que des infirmières surmenées soignent deux fois plus de patients que par le passé, souligne-t-il. Et souvent sans le matériel de protection indispensable.

"Si une infirmière doit voir dix patients au lieu de cinq sans gants jetables, il est certain que la transmission des infections va rapidement augmenter", dit le neurochirurgien.

En outre, les problèmes risquent de continuer à s'aggraver si l'argent venait à manquer pour l'achat de médicaments.

Un responsable de santé ayant requis l'anonymat rapporte qu'il lui a été dit que dans un hôpital d'Athènes il n'y avait plus de budget pour les achats de médicaments qui se faisaient désormais à crédit.

Le laboratoire pharmaceutique allemand Merck a annoncé le mois dernier l'arrêt des livraisons de son anticancéreux Erbitux aux hôpitaux grecs pour cause de factures impayées.

Un autre allemand, Biotest, qui fabrique des produits à partir de plasma sanguin pour le traitement de l'hémophilie et du tétanos, a cessé ses livraisons en juin pour les mêmes raisons.

La Grèce, qui faisait déjà partie des pays d'Europe où l'on contracte le plus de maladies nosocomiales, a vu sa situation s'aggraver avec les réductions d'effectifs et la baisse du niveau des soins due à la crise.

Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé auprès de l'Union européenne, Roberto Bertolini, se dit préoccupé par le niveau des maladies nosocomiales en Grèce. Il souligne que la diminution des ressources et du personnel rendra plus difficile le respect des normes d'hygiène.

Toutefois, le problème des infections résistantes aux traitements médicamenteux est antérieur à la crise économique. La Grèce est le premier utilisateur européen d'antibiotiques dont l'usage immodéré est l'une des causes principales des maladies résistantes aux médicaments, selon les spécialistes.

Un article de l'AFP du 5 décembre 2012

Les Français passent plus de temps à jouer aux jeux vidéos. (06.12)

Les Français passent beaucoup de temps à regarder la télévision ou à surfer sur internet et ils se consacrent de plus en plus aux jeux vidéos, selon l'étude REC+ de l'institut GfK diffusée mardi en exclusivité par l'AFP.

Ils allouent aux jeux vidéos 12 heures et 17 minutes chaque semaine, soit 1H45 de plus que l'année précédente à la même époque, selon ce sondage réalisé en ligne du 17 septembre au 7 octobre auprès de 2.311 personnes représentatives de la population française.

Les sondés indiquent que 40% du temps consacré aux jeux vidéo le sont depuis l'ordinateur, 21% depuis une console de jeu de salon, 15% depuis une tablette et 9% depuis un smartphone (9%).

Les tablettes et smartphones font en outre la part belle aux jeux gratuits, "*tendance qui s'accroît nettement cette année*", selon l'étude qui indique que près de 70% des joueurs sur tablettes n'ont pas payé leur jeu, soit une hausse de 16 points, et 83% des joueurs sur smartphone l'ont également téléchargé gratuitement, soit une hausse de 20 points.

La télévision et internet restent toutefois les activités les plus chronophages (plus ou moins 22 heures par semaine soit plus de 3 heures par jour en moyenne).

C'est presque deux fois plus que le temps moyen alloué aux jeux vidéos ou à la radio (10H59), et quatre fois plus que celui alloué à la lecture des livres (5H27).

Les Français ont d'ailleurs passé 25 minutes de moins par semaine à écouter la radio et 21 minutes de moins à lire des livres, sur un an.

Concernant les livres, la majorité des sondés restent attachés au papier et concentrent leurs dépenses sur le format physique, alors que 81% des personnes qui lisent des livres numériques ne les achètent pas.

La préférence pour le livre physique reste prépondérante, et il en est de même pour la musique où 79% du budget des personnes interrogées vont à l'achat de CD audio contre 13% au téléchargement et 8% à l'écoute en "*streaming*" (écoute en direct), ce qui montre que "*les offres de musique dématérialisées peinent toujours à monétiser leur modèle*", souligne GfK.

Pour le visionnage de la vidéo, le support physique, le DVD, ne représente que 41% devant la vidéo en streaming (28%, en hausse de 4 points sur un an), et la vidéo téléchargée (16%).

Commentaires.

"Ils allouent aux jeux vidéos 12 heures et 17 minutes chaque semaine, soit 1H45 de plus que l'année précédente à la même époque", à ce rythme-là ils vont finir complètement abrutis, surtout si on ajoute "plus de 3 heures par jour en moyenne" passées à regarder la télévision ou aller sur internet. Vous vous demandiez à quoi tout cela rimait, vous avez la réponse : une civilisation de zombies décérébrés, lobotomisés, manipulables à souhait. On remerciera au passage ceux qui font l'impasse sur les véritables intentions de ceux qui gouvernent le monde.

Les maîtres du monde qui ont pour objectif d'instaurer un Nouvel ordre mondial composé d'esclaves sans droit et incapable de combattre contre cet état, peuvent savourer l'avancée que constitue ce processus de conditionnement des consciences à l'échelle planétaire.

Un article de l'AFP du 5 décembre 2012

Espagne: l'ex-chef du patronat en prison. (06.12)

Le monde des affaires en Espagne est plongé dans un nouveau scandale avec le placement en détention du fondateur du groupe de voyage Marsans et ex-président de la principale organisation patronale du pays, Gerardo Diaz Ferran.

L'arrestation lundi et le placement derrière les barreaux de cette figure du monde des affaires espagnol pour détournement de fonds et blanchiment d'argent ont fait l'effet d'une bombe dans un pays étranglé par la crise et secoué par des affaires de justice qui font régulièrement la Une des journaux.

Signe de gravité de l'affaire baptisée "*opération croisière*", la caution de 30 millions d'euros fixée pour la remise en liberté de Gerardo Diaz Ferran est l'une des plus élevées fixées par la justice espagnole, selon une source judiciaire.

Son complice présumé, Angel de Cabo, a également été placé en détention assortie d'une caution de 50 millions d'euros, la plus élevée de l'histoire judiciaire espagnole, selon cette source, alors que le procureur avait demandé la remise en liberté.

Gerardo Diaz Ferran est soupçonné de détournement de fonds et blanchiment lors de la vente du groupe Marsans en 2010 dont il était co-proprétaire avec Gonzalo Pascual, décédé il y a quelques mois, selon cette source.

Le juge estime qu'il aurait également bénéficié de la complicité de l'actuel propriétaire du groupe Possibilitum Business, Angel de Cabo, un homme d'affaires de Valence (est) qui avait racheté le groupe Marsans en 2010, selon cette source.

Angel de Cabo, qui a refusé de témoigner, aurait aidé Gerardo Diaz Ferran à occulter une partie du patrimoine pour éviter de devoir éponger les 45 millions de dettes réclamés par les créanciers au groupe Marsans, déclaré en cessation de paiement en 2010.

Diaz Ferran, a lui nié en bloc lors de son audition mercredi, affirmant qu'il ne disposait d'aucun compte dans les paradis fiscaux. Il a uniquement reconnu être propriétaire d'un appartement à New York, toujours selon la source judiciaire.

L'affaire a éclaté après la plainte en janvier de plusieurs créanciers du groupe Marsans, dont AC Hoteles, Melia, Pullmantur, pour détournement de fonds et blanchiment d'argent.

Le juge a bloqué les comptes de plus de 20 entreprises et lancé plusieurs commissions rogatoires à l'étranger où il soupçonne Angel de Cabo d'avoir organisé une évasion de capitaux.

Le groupe de voyage avait alors été repris pour 600 millions d'euros par la société espagnole Possibilitum Business, spécialisée dans le rachat d'entreprises en difficulté, qui avait licencié la grande majorité des quelque 2.000 salariés.

Deux des filiales du groupe Marsans avaient auparavant fait faillite: la compagnie aérienne Air Comet, à la fin 2009, ce qui avait laissé sans emploi quelque 700 salariés et lésé des milliers de clients, et la compagnie d'assurance spécialisée Seguros Mercurio à la mi-mars 2010.

Cette affaire intervient alors que la justice est sous pression d'une opinion publique qui souffre de la cure d'austérité imposée par le gouvernement et scandalisée par plusieurs affaires qui ont terni l'image des monde politiques et des affaires, touchant jusqu'à la famille royale.

Le gendre du roi d'Espagne, Inaki Urdangarin, est poursuivi dans une vaste affaire de corruption dite de "*Palma Arena*" dans laquelle l'ancien chef du gouvernement régional des Baléares a été condamné à six ans de prison en mars.

Par ailleurs, la quasi-faillite de Bankia, la plus grande caisse d'épargne d'Espagne repêchée par plus de 20 milliards d'aides publiques, a également donné lieu à une procédure judiciaire. Son ex-président Rodrigo Rato, poursuivi pour "*escroquerie*" et "*détournement de fonds*", doit être entendu dans ce cadre le 20 décembre.

Un article de l'AFP du 6 décembre 2012

EDF, GDF Suez, Eon... : le temps se gâte pour les énergéticiens européens. (07.12)

Le temps se gâte fortement pour les géants européens de l'électricité et du gaz, à commencer par les français EDF et GDF Suez et l'allemand EON, qui ont tous les trois dû revoir leurs ambitions à la baisse, rattrapés par la crise et des entraves réglementaires grandissantes.

GDF Suez a vu son cours de Bourse plonger de plus de 15% jeudi, tombant à des profondeurs jamais sondées depuis la création du groupe en juillet 2008.

A l'origine de cette tempête : le groupe a abandonné jeudi ses objectifs à moyen terme, en raison d'une série de facteurs, dont la crise économique qui pèse sur la demande d'électricité et de gaz en Europe, et un fardeau réglementaire de plus en plus pesant.

Le groupe a cité notamment une fiscalité accrue et des tarifs du gaz limités en France, la taxe sur le nucléaire récemment alourdie et le gel de tarifs en Belgique, sans oublier l'arrêt prochain de l'attribution gratuite de quotas de CO2 au secteur.

"Nous vivons dans un monde de l'énergie à deux vitesses avec d'un côté un monde émergent qui a soif d'énergie", et, au sein des pays matures, un "marché européen de l'énergie qui est en crise, avec une demande faible et des pressions constantes à la baisse du fait de surcapacités de production, un ralentissement du taux d'utilisation des centrales à gaz, et un cadre réglementaire de plus en plus strict", a souligné jeudi son PDG Gérard Mestrallet.

EDF est quant à lui plongé depuis fin septembre dans une descente aux enfers boursière après avoir sabré ses propres perspectives et pâti de divers déboires (flambée du prix de l'EPR...). Et son cours a touché jeudi un nouveau plus bas depuis son entrée en Bourse en 2005, dans le sillage de GDF Suez.

Enfin, leur rival allemand EON s'était effondré de 11,5% en une seule séance à la mi-novembre, après avoir prévenu que ses objectifs pour 2013 et 2015 étaient désormais *"hors de portée"*, à cause de *"grandes incertitudes"* sur la conjoncture et du *"changement de contexte"* dans le secteur de l'énergie en Allemagne, avec la sortie de l'atome.

Le groupe français de conseil CapGemini avait lui-même tiré la sonnette d'alarme le mois dernier, en soulignant que les énergéticiens étaient pris en tenaille entre la dégradation de la conjoncture et des gouvernement qui leur mettent de plus en plus de bâtons dans les roues.

"D'un côté, on handicape les énergéticiens, et de l'autre côté, ces entreprises doivent investir d'énormes montants. Elles se retrouvent donc prises dans un étau, ce qui se voit d'ailleurs sur leurs cours de Bourse", avait confié à l'AFP Colette Lewiner, grande spécialiste du secteur au sein du cabinet.

Selon elle, les gouvernements doivent veiller à *"ne pas tuer ce qu'ils pensent être une source aisée de recettes"*.

"Depuis deux-trois ans, les entreprises du secteur se retrouvent prises dans un faisceau de nouvelles défavorables, dont les effets commencent véritablement à peser sur leurs comptes. Cela a été exacerbé par la crise économique en Europe", renchérit Arnaud Leroi, associé en charge du secteur chez Bain & Company.

La régulation joue un rôle d'autant plus crucial selon lui, car *"c'est elle qui fait la pluie et le beau temps dans le secteur, et bien souvent décide qu'une entreprise dégage des bénéfices, ou au contraire subit des pertes"*.

"A cela s'ajoute la transition énergétique. Or, qui dit transition dit coût, comme les Allemands en font l'expérience, et à moins que cela ne soit répercuté sur les tarifs, cela crée un effet de ciseau" pour les entreprises, qui se retrouvent avec d'énormes investissements à leur charge, prévient-il.

Dans ce contexte plus difficile, *"les opérateurs historiques doivent prendre leur destin en main pour ne pas perdre leurs clients au profit de nouveaux entrants, et, au-delà de la question du prix qui n'est pas nécessairement décisive, un élément majeur pour y arriver est de leur offrir un service irréprochable"*, estime M. Leroi.

Commentaire.

On a compris qu'il ne faut pas *"handicaper"* les malheureux actionnaires des énergéticiens qui voudraient bien se débarrasser d'*"un fardeau réglementaire de plus en plus pesant"* pour pouvoir augmenter leurs tarifs et leurs profits comme ils l'entendent au détriment de la population la plus pauvre et des classes moyennes...

Un seul mot d'ordre : Expropriation sans indemnité !

Un article de Reuters du 7 décembre 2012

Dettes et recentrage d'activités poussent aux cessions. (08.12)

Après les Etats et les banques, les entreprises aussi sont passées à l'heure des cures d'austérité et d'amaigrissement. Les grands groupes français sont de plus en plus contraints de céder des actifs pour recentrer leurs activités et réduire leur endettement.

L'annonce, mercredi soir, par GDF Suez d'un nouveau programme de cessions et de déconsolidations de 11 milliards d'euros sur deux ans est venue confirmer une tendance constatée chez d'autres poids lourds, comme Veolia Environnement qui vise 5 milliards d'euros de cessions en 2012-2013.

Avec un ratio de dette long terme sur fonds propres de 236% selon les données Thomson Reuters, Veolia est de loin la plus endettée des sociétés du CAC 40. Elle est rejointe dans sa politique de désendettement par Carrefour, EDF, France Télécom ou encore Lafarge, pour lesquelles le ratio atteint respectivement 143%, 137%, 123% et 76%, à comparer à un niveau de 68% pour GDF Suez.

"Tout le monde partage le sentiment qu'il faut aujourd'hui des bilans assainis parce que les entreprises peuvent vivre des chocs en termes d'accès au crédit", souligne Fabrice Théveneau, responsable de la recherche actions à la Société générale. "Ce qui veut dire qu'il faut allonger la durée de sa dette et avoir des niveaux d'endettement maîtrisés."

Si les grandes entreprises françaises ont globalement des situations financières plus saines qu'au début des années 2000, les investisseurs sont de plus en plus vigilants dans une conjoncture économique dégradée.

Cet effort d'assainissement des bilans des entreprises est d'autant plus important que les banques, elles-mêmes soumises à de nouvelles contraintes prudentielles, sont de plus en plus prudentes quand il s'agit d'accorder des prêts ou de renouveler des lignes de financement.

"Les groupes qui ont beaucoup d'activités en Europe et qui ont été les plus exposés à la crise n'ont pas d'autre choix que de restructurer leur portefeuille et de faire des cessions, que ce soit pour alléger le poids d'une dette devenue insupportable ou pour recentrer des activités trop disparates", explique de son côté un banquier d'affaires parisien, qui n'a pas souhaité être nommé.

"Pendant les premières années de la crise, les entreprises se sont concentrées sur l'opérationnel et sur la réduction des coûts pour compenser une moindre croissance de la top line (chiffre d'affaires, NDLR)", souligne Gaël Kessler, analyste financier chez Natixis.

"Une fois cette réduction des coûts faite, les entreprises n'ont plus beaucoup de marges de manoeuvre et commencent à regarder du côté du bilan pour voir quels actifs elles peuvent céder."

Le contexte de crise est aussi l'occasion pour les industriels de lancer des revues de leurs activités pour identifier les segments et marchés jugés stratégiques.

Parfois ces revues se font dans la douleur, à l'image de Vivendi dont la filiale SFR subit de plein fouet le choc de l'irruption de Free sur le marché de la téléphonie mobile en France et le ralentissement de la consommation de produits télécoms en Europe.

Avec les discussions en cours sur un désengagement de Maroc Telecom et de la filiale brésilienne GVT, les spéculations vont bon train sur une sortie de Vivendi des télécoms, qui permettrait un recentrage sur les médias. Qu'il s'agisse d'un mariage de SFR avec Numericable ou d'un rapprochement avec Bouygues Telecom, voire Iliad, tous les scénarios ont été évoqués par les observateurs.

A l'autre bout de la chaîne des télécoms, l'équipementier Alcatel-Lucent, confronté à la chute des investissements des opérateurs, doit en plus affronter la concurrence redoutable des asiatiques Huawei et ZTE.

Et avec une situation financière fragilisée, les spéculations sur des cessions vont bon train pour Alcatel-Lucent aussi, qui pourrait notamment vendre ses câbles sous-marins.

"Les télécoms sont dans l'oeil du cyclone. Ils sont dans la période la plus difficile avec des baisses de prix et de volume", souligne Fabrice Théveneau, à la Société générale.

"On le voit sur leurs résultats, ils sont obligés de couper dans leur dividende", dit-il, faisant allusion à la décision de France Télécom d'abaisser sa prévision de dividende pour 2012 et 2013.

Un article dumonde.fr du 7 décembre 2012

Grand écart salarial entre les économies asiatiques et occidentales. (08.12)

Deux vitesses. C'est, grosso modo, ce qui ressort de l'analyse de la progression des salaires dans le monde réalisée par l'Organisation internationale du travail (OIT), présentée vendredi 7 décembre. Dans un environnement marqué, depuis le début de la crise, dans les années 2007-2008, par un ralentissement global de l'évolution des rémunérations, il y a d'un côté les pays d'Europe de l'Ouest et les économies développées qui ont connu une augmentation de quelque 5 % depuis 2000, et, de l'autre côté, les pays d'Asie centrale et d'Europe orientale qui ont vu les salaires moyens presque tripler sur la même période.

En Chine, *"les salaires, dans les unités urbaines, ont enregistré une augmentation annuelle à deux chiffres en moyenne durant toute une décennie"*, explique Sangheon Lee, coauteur du rapport. Pour autant, lorsque l'on regarde les niveaux de salaires, les différences restent considérables. Là où, en 2010 aux Philippines, un salarié du secteur manufacturier gagnait 0,77 euro pour une heure travaillée, au Brésil il touchait 4,2 euros, aux Etats-Unis 17,9 euros et au Danemark 26,8 euros.

Au-delà, le rapport de l'OIT relève que la part des salaires dans le revenu national est de plus en plus faible. *"Davantage du gâteau national est allé aux profits et moins aux salariés"*, disent les auteurs du rapport.

Dans les économies occidentales, le recul est frappant. La part moyenne des revenus du travail est tombée de 75 % du revenu total au milieu des années 1970 à 65 % dans les années précédant la crise.

Après une pause, la diminution a repris en 2009, constate l'OIT reprenant des chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Dans seize économies émergentes, la part des salaires dans le revenu national est passée en dessous de la barre des 60 %, atteignant 58 %.

"Cela provoque un mécontentement populaire et augmente le risque de troubles sociaux, surtout compte tenu des rémunérations exorbitantes que touchent certains dirigeants d'entreprise", relève l'OIT.

Il aurait pu y avoir néanmoins une note positive dans ce rapport. *"Les écarts salariaux entre hommes et femmes reculent"*, avance l'OIT. Mais c'est pour préciser aussitôt que *"ce n'est pas pour de bonnes raisons"*. *"La situation des hommes sur le marché du travail s'est détériorée tandis que celle des femmes restait inchangée ou s'améliorait"*, explique Kristen Sobeck, coauteure du rapport.

Un article de 20minutes.fr avec AFP du 7 décembre 2012

Salaires - Ils ont augmenté dans les pays émergents.... (08.12)

Les salaires ont baissé dans les pays développés l'an dernier, année de crise économique, alors qu'ils ont continué à grimper fortement dans les pays émergents, selon l'Organisation internationale du travail, qui dénonce le fait que le travail soit de moins en moins rémunérateur.

Les salariés reçoivent une plus petite part du gâteau

Les salaires ont baissé de 0,5% en 2011 dans les pays développés, alors qu'ils ont augmenté dans les pays émergents, comme en Asie (+5%), selon le rapport 2012/2013 de l'évolution des salaires dans le monde publié vendredi par l'OIT.

Globalement, tous pays confondus, les salaires ont augmenté de 1,2% en 2011, à comparer avec +2,2% en 2010 et +3% en 2007. Parallèlement à cette croissance ralentie, l'OIT dénonce aussi le fait que «*les salariés reçoivent une plus petite part du gâteau*», en stigmatisant le fait que la part des salaires dans la richesse nationale ne cesse de diminuer, partout dans le monde.

«*Pour le dire simplement, davantage du gâteau national est allé aux profits et moins aux salariés*», ajoutent les auteurs de ce rapport, publié tous les deux ans. Même en Chine, où les salaires ont été multipliés par trois en dix ans, la part du PIB qui revient aux salariés a baissé.

Dans les pays développés, la part des salaires dans le revenu national est tombée de 75% dans les années 70 à 65% ces dernières années. Dans un groupe de 16 pays émergents et en développement, cette part a aussi diminué, passant de 62% du PIB au début des années 1990 à 58% dans les dernières années.

La productivité du travail a augmenté deux fois plus vite que les salaires

En conséquence, l'OIT relève que le risque de troubles sociaux augmente, du fait du mécontentement populaire. Pour l'OIT, il est essentiel que les salaires augmentent sur le même rythme que la productivité. «*C'est une question d'équité et de croissance économique durable*». Or, les derniers chiffres montrent que la productivité a augmenté beaucoup plus vite que les salaires dans le monde.

Dans les pays développés, la productivité du travail a augmenté deux fois plus vite que les salaires depuis 1999. Exception notable, la Grèce, où les salaires augmentaient plus vite que la productivité avant la crise. Depuis, la crise de 2009, les salaires ont chuté de 15% durant les années 2010 et en 2011, dans ce pays.

Aux Etats-Unis, la productivité horaire du travail a augmenté de 85% depuis 1980, alors que les salaires n'ont augmenté que de 35%. En Allemagne, la productivité a augmenté de 25% environ depuis 20 ans, alors que les salaires sont restés stables.

«*Sur le plan social et politique, on ne peut qu'en déduire que les salariés et leurs familles ne reçoivent pas la juste part qu'ils méritent*», a déclaré Guy Ryder. Enfin, l'OIT lance un appel dans ce rapport à la fixation de salaires minima, une mesure indispensable pour enrayer la pauvreté au travail.

«*Les salaires minimaux contribuent à protéger les salariés faiblement rémunérés et à prévenir une chute de leur pouvoir d'achat*», a déclaré Guy Ryder. Selon ce rapport, «*des centaines de millions de salariés dans les pays en développement gagnent moins de 2 dollars par jour*». Aux Etats-Unis, les travailleurs pauvres représentent 7% de la population salariée, et en Europe, 8%.

Le rapport rappelle encore les différences «*considérables*» de niveaux de salaire d'un pays à l'autre. Aux Philippines, un ouvrier touche 1,40 dollar de l'heure, contre environ 5,50 dollars au Brésil, 13 dollars en Grèce, 23,30 dollars aux Etats-Unis et presque 35 dollars au Danemark.

En Grèce, le salaire minimum a été amputé de 22%, à la demande des créanciers publics pour débloquent les fonds de sauvetage.

Commentaire.

Ces chiffres consistent des moyennes qui camouflent d'énormes disparités dans tous les pays, dernièrement des salariés des fast food américains se sont mis en grève pour exiger de meilleurs salaires, certains étant rémunérés moins de 8 dollars de l'heure, on est donc très loin des 23,30 dollars évoqués dans cet article.

Un article de lexpress.fr du 10 décembre 2012

Les 10 chiffres chocs sur la pauvreté en France. (11.12)

La conférence nationale de lutte contre la pauvreté et les exclusions sociales s'ouvre ce lundi 10 décembre. Elle dure deux jours et doit aboutir à un "*plan quinquennal*" de lutte contre les exclusions. Un Français sur deux se considère aujourd'hui comme pauvre ou en passe de le devenir, selon un sondage publié la semaine dernière. Dix chiffres qui illustrent l'ampleur du phénomène.

8,6 millions de Français vivent avec moins de 964 euros par mois

Le taux de pauvreté en France en 2010 a atteint 14,1% de la population, son plus haut niveau depuis 1997. 8,6 millions de personnes vivaient ainsi en 2010 en dessous du seuil de pauvreté monétaire (964 euros par mois), la moitié d'entre elles vivant avec moins de 781 euros par mois. Le niveau de vie médian (la moitié de la population est au-dessus, l'autre en dessous) en France métropolitaine atteignait 1.610 euros par mois en 2010.

Un enfant sur cinq est pauvre

Les moins de 18 ans sont plus particulièrement touchés: leur taux de pauvreté a progressé de 1,9 point en 2010, atteignant 19,6%. Les jeunes ne sont pas mieux lotis: la part des 18-24 ans vivant sous le seuil de pauvreté a atteint 22,5%. 19,4% des étudiants vivent sous ce seuil. Dans les Zones urbaines sensibles (ZUS), le taux dépasse même 40%. Plus d'un million de jeunes sont ainsi confrontés à des situations de grande précarité.

Plus de 2 millions de travailleurs pauvres

Ils seraient entre 1,9 et 3,3 millions en France, une fourchette large car les experts peinent à cerner le phénomène croissant des travailleurs pauvres, qu'ils imputent notamment au temps partiel, dans les services à la personne ou la restauration. Selon l'économiste Denis Clerc, "*la pauvreté laborieuse concerne plus de 2 millions de personnes*". Pour Pierre Concialdi, de l'Ires, la vérité s'établit entre 2 et 3,3 millions.

3,6 millions le nombre de personnes mal logées

En 2012, la Fondation Abbé Pierre évalue à plus de 3,6 millions le nombre de personnes mal logées ou sans abri. Elle recense notamment plus de 685.000 personnes "*privées de domicile personnel*" (dont 133.000 sans domicile, 38.000 en chambre d'hôtel, 85.000 dans des "*habitations de fortune*" et 411.000 chez des tiers) et plus de 2,7 millions vivant dans des conditions de logement "*très difficiles*", sans confort ou dans des logements surpeuplés.

Plus d'un ménage sur cinq souffre du froid

3,8 millions de ménages en France ont un taux d'effort énergétique supérieur à 10% de leur revenu tandis que 3,5 millions déclarent souffrir du froid dans leur logement. Soit 14,8% des ménages. Cette proportion atteint 22 % chez les ménages modestes. Les ménages modestes sont surtout exposés au froid car ils cumulent des contraintes financières et un habitat peu performant. 621 000 ménages souffrent des deux formes de précarité.

Un français sur cinq renonce à se soigner

20% des Français ont renoncé au cours des deux dernières années à des soins, ou les ont retardés, selon une enquête du Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (CECOP) et l'Institut CSA. Expliquant pourquoi ils ont renoncé à se faire soigner ou ont différé des soins, 57% ont répondu "par manque d'argent", 41% "*parce que le remboursement aurait été insuffisant*". Selon Médecins du Monde, l'accès aux soins pour les plus pauvres s'est dégradé en 2011 et leur santé s'est détériorée: les 21 centres de soins de l'ONG en France ont accueilli 29.466 personnes et effectué 40.627 consultations (+ 5,2% depuis 2010 et + 22% depuis 2008). Parmi ces patients, 38% (24% en 2010) se sont fait soigner trop tardivement, et plus de 20% ont renoncé à des soins au cours des 12 derniers mois.

6,3 millions de personnes couvertes par les minima sociaux

Pour aider les plus démunis, il existe au total une dizaine de minima sociaux afin d'assurer un revenu minimal à une personne (ou à sa famille) en situation de précarité. Ce sont des prestations sociales non contributives, c'est-à-dire qu'elles sont versées sans contrepartie de cotisations, selon la définition de l'Insee. 3,6 millions de personnes en sont allocataires, 6,3 millions si l'on inclut enfants et conjoints. Soit environ 10% de la population française.

Des milliards d'euros de prestations sociales non réclamés

Chaque année, ce sont 5,3 milliards d'euros de Revenu de solidarité active (RSA), 700 millions de couverture maladie universelle complémentaire (CMU C) et 378 millions d'euros d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS), qui, selon les estimations, ne sont pas versés à leurs ayants droit. Le non-recours aux droits sociaux est bien plus massif que son pendant, la fraude sociale, estimée à 4 milliards d'euros par an, selon le livre "*L'envers de la fraude sociale*", écrit par les chercheurs de l'Observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore), rattaché au CNRS, et publié début novembre. Ainsi, 33% des personnes éligibles au RSA socle (ex-RMI) ne le touchent pas, faute d'en avoir fait la demande. Le taux de non-recours atteint 68% pour le RSA activité.

293 millions de repas distribués

En 2011, les Restos du coeur ont distribué 115 millions de repas à 870.000 personnes. Les banques alimentaires ont quant à elles distribué l'équivalent de 178 millions de repas à environ 750.000 personnes. Les mères seules avec enfants représentent 40% des personnes accueillies, devant les personnes âgées et les jeunes.

765.000 ménages surendettés

Le surendettement ne cesse de progresser: 207.700 dossiers ont été déposés en moyenne chaque année au cours des cinq dernières années. Au total, le nombre de ménages en cours de désendettement, c'est-à-dire ayant bénéficié ou étant sur le point de bénéficier de mesures destinées à remédier à leur état de surendettement, est d'environ 765.000 en septembre 2012. Entre 5 et 6 millions de personnes sont en situation d'exclusion bancaire, selon des estimations produites en décembre 2011 par la Croix rouge française notamment.

Un article lepoint.fr du 10 décembre 2012

Les Chinois contrôlent le transport aérien planétaire. (11.12)

Deux avions de ligne sur trois ne sont pas (ou plus) la propriété des compagnies aériennes, mais sont loués à des sociétés spécialisées. Celles-ci (ILFC, Gecas, ALC, Alafco...) ont acheté des appareils par centaines à Airbus, Boeing, Bombardier ou Embraer, bénéficiant ainsi de tarifs très favorables. Ainsi l'américain ILFC, propriétaire d'un millier d'avions, est vite devenu le premier client d'Airbus. Tous confondus, les loueurs représentent 22 % du carnet de commandes. Mais ce monstre capitalistique - un long-courrier coûte 250 millions de dollars en moyenne - repose sur des pieds d'argile. Sa maison mère, la société d'assurances AIG, a été très malmenée par la crise financière des subprimes et cherche à réaliser des actifs. ILFC est estimée à 5,28 milliards de dollars. Aussi, l'offre d'un pool d'investisseurs chinois d'en prendre 80,1 % est-elle bienvenue ?

Du jour au lendemain, des centaines d'avions vont devenir propriété financière chinoise, notamment en France chez Air France, mais aussi Corsair, Air Austral, Air Caraïbes, Air Méditerranée, XL Airways... Chez Aigle Azur, 48 % du capital est contrôlé par le groupe HNA de Hainan... À Air France-KLM et ses filiales, 36 % des 586 avions loués, dont une cinquantaine chez ILFC. Les loyers vont-ils augmenter ? Voilà, bien sûr, la première question que se posent les directeurs financiers des compagnies aériennes, qui sont toutefois protégés par des contrats souvent signés pour cinq ans. Lors des reconductions, les tarifs de location risquent d'être plus liés à l'offre et la demande. Et comme la desserte de la Chine représente 30 % du marché du transport aérien mondial, des tensions haussières ne sont pas exclues, tôt ou tard répercutées sur le tarif des billets des passagers.

Les transporteurs usent largement de la location pour plusieurs raisons. Les petites compagnies ne disposent pas des centaines de millions de dollars nécessaires à l'achat d'avions en pleine propriété. Elles trouvent auprès des loueurs des tarifs plus intéressants que ceux des prêts obtenus individuellement auprès des banques. Les grandes compagnies en difficulté, comme Air France, revendent leurs avions à des loueurs puis les relouent, ce qui diminue leur dette. Enfin, la location permet d'ajuster rapidement la taille de la flotte à la demande de trafic, que ce soit à la baisse ou à la hausse. Le leasing permet, par exemple, de remplacer un Airbus A319 de 150 sièges par un A321 de 210 sièges pour desservir une destination en forte croissance. Le portefeuille mondial du loueur offre cette souplesse. 10 % du prix du billet

Dans le prix du billet d'avion, le loyer payé représente en moyenne 10 %, le carburant et les frais de personnel représentant chacun 40 %. Les sommes en jeu sont considérables. Un Boeing 737 ou un Airbus A320 ancien se loue environ 100 000 dollars par mois, ce qui est considéré comme pas cher. Compter 500 000 dollars pour un long-courrier A330, bien négocié en période de baisse de trafic. Aujourd'hui, le même avion sorti d'usine (230 millions de dollars au tarif catalogue d'Airbus) se loue 900 000 dollars par mois. Pour un Boeing 777-300ER de 315 millions de dollars, il faut sortir à la fin du mois un chèque de 1,3 million de dollars. Même l'armée française vole chinois

L'aviation civile n'est pas la seule touchée par le raz-de-marée chinois. Remparté par Cassidian, une filiale d'EADS, le récent contrat de mise à disposition de monomoteurs SR22 et SR20 pour la formation initiale des pilotes de l'armée de l'air et de la marine ne s'attarde pas sur la nationalité financière chinoise du constructeur Cirrus. Courant 2011, CAIGA (China Aviation Industry General Aircraft Co) a pris, en effet, le contrôle de la firme américaine, leader de l'aviation légère.

En attendant d'être "*made in China*", les Cirrus en composite sont assemblés dans le Minnesota et dans le Dakota du Nord. Les futurs pilotes français abandonnent ainsi les Mousquetaire des années soixante en bois et toile, équipés d'instruments archaïques pour les écrans numériques des SR20 et SR22, proches de ceux des cockpits de Mirage et de Rafale. Ces derniers sont loin d'être chinois.

Un article de 20minutes.fr du 10 décembre 2012

L'évasion fiscale dans les Bermudes profite bien à Google. (11.12)

Rien d'illégal mais Google économise plus de 2 milliards de dollars en impôts grâce à d'astucieux montages financiers, selon un rapport de Bloomberg...

Voilà qui ne va pas apaiser les gouvernements européens. On savait déjà que Google, comme la plupart des grands acteurs internationaux, profitait des paradis fiscaux. Lundi, Bloomberg a chiffré la combine: l'entreprise, qui a payé 1,5 milliard de dollars d'impôts sur les sociétés dans le monde en 2011, économise environ 2 milliards de dollars en redirigeant 80% de ses revenus vers les Bermudes.

Bloomberg a passé au crible une publication financière de Google aux Pays-Bas, l'un des deux pays, avec l'Irlande, utilisés dans le montage. Les paiements effectués à une filiale domiciliée dans les Bermudes ont presque doublé depuis 2008, de 5,4 milliards à 9,8 milliards de dollars, alors que les bénéfices de Google ont grimpé au même rythme à l'étranger. Ceci a permis de faire baisser le taux d'imposition global de l'entreprise de 28% à 21%.

«*Double Irlandais*» et «*sandwich hollandais*»

Le montage se fait en quatre temps. Google achemine ses bénéfices européens dans une filiale basée en Irlande. L'entreprise tire ensuite parti d'un mécanisme de l'UE et redirige les fonds vers une société fille basée aux Pays-Bas, qui les renvoie vers une seconde filiale irlandaise dont le centre de management est installé aux Bermudes, un paradis fiscal où l'imposition des entreprises est minimale. C'est le principe du «*double irlandais*» combiné au «*sandwich hollandais*». Les bénéfices sont enfin rapatriés aux Etats-Unis, où ils ne sont que faiblement taxés car ils proviennent de l'étranger.

Google, Amazon, Facebook, Microsoft, Apple... Tous les géants américains sont dans le collimateur de l'UE. Selon le président UMP de la commission des finances du Sénat, Philippe Marini, ils ne paient en France que 4 millions d'euros d'impôts alors qu'ils devraient normalement s'acquitter d'au moins 500 millions d'euros.

Combien de temps pourront-ils profiter des paradis fiscaux aux Bermudes ou aux Iles Caïmans? François Hollande a reçu le président de Google, Eric Schmidt, fin octobre, et menace de faire voter une loi «*si nécessaire*». Le Royaume-Uni et l'Italie y songent également. Aux Etats-Unis, Barack Obama a averti pendant sa campagne que les Etats-Unis allaient arrêter de récompenser les entreprises qui profitent des combines offshore. Mais l'été dernier, un vote du Sénat a prolongé de deux ans le faible taux d'imposition sur les revenus étrangers.

Un article de l'AFP et Reuters du 10 décembre 2012

Les Etats-Unis "*premiers entre les puissants*" en 2030, malgré la Chine. (11.12)

Les Etats-Unis resteront "*premiers entre les puissants*" en 2030 grâce à leur leadership dans de nombreux domaines malgré l'avènement de la Chine au rang de première puissance économique dans un monde marqué par l'explosion de la demande en ressources naturelles, selon une étude.

Pour sa première publication depuis quatre ans, le Conseil national du renseignement américain (CNRE), auteur de cette étude, estime que la Chine dépassera les Etats-Unis au niveau économique dans les années 2020, rejoignant l'analyse avancée par plusieurs autres études indépendantes.

Cependant, les Etats-Unis devraient rester incontournables d'ici deux décennies grâce à leurs interventions dans les conflits internationaux, leurs prouesses technologiques ou à leur pouvoir d'attraction.

"*Les Etats-Unis resteront vraisemblablement +premiers entre les puissants+ en 2030 grâce à leur prééminence dans de nombreux domaines, à l'héritage de leur rôle de leader*", indique le rapport de 137 pages rédigé par le CNRE, l'organe du renseignement américain chargé d'effectuer des études stratégiques à moyen et long terme.

Malgré tout, note le rapport, l'ascendance américaine sur la politique internationale mondiale, qui avait débuté en 1945, est en nette perte de vitesse avec l'avènement rapide d'autres pays. Selon cette analyse, la santé de l'économie mondiale dépendra de plus en plus des progrès des pays émergents et non plus seulement de l'évolution du monde occidental. "En tant que première économie mondiale, la Chine devrait maintenir son rang devant l'Inde mais son avance sur ce pays devrait commencer à se réduire d'ici 2030", précise le rapport. "Le taux de croissance de l'Inde devrait augmenter et celui de la Chine ralentir. En 2030, l'Inde pourrait être le moteur économique qu'est aujourd'hui la Chine." Dans les prochaines quinze ou vingt années, la croissance économique des marchés émergents - Chine, Inde, Brésil notamment - devrait favoriser les innovations technologiques et ces marchés attireront de plus en plus de sociétés, d'idées et de capitaux.

Le rapport met aussi en avant le fait que les économies asiatiques surpasseront les économies d'Amérique du Nord et d'Europe combinées en 2030.

Des doutes subsistent malgré tout concernant la Chine: "*Si Pékin ne parvient à pas à effectuer une transition vers un modèle économique plus durable et basé sur des innovations, la Chine restera un acteur majeur en Asie mais ce qui a été une ascendance remarquable dans la région se dissipera*", note le rapport.

La Chine devrait continuer à monter en puissance, mais moins vite, un phénomène de ralentissement de la croissance qui rend souvent les pays "*plus craintifs et moins sûrs d'eux*", souligne le CNRE en se référant à plusieurs exemples du même type observés par le passé.

"*Pendant cette période, les économies de l'Europe, du Japon et de la Russie devraient poursuivre leur lent déclin relatif*", tandis que plusieurs pays devraient s'affirmer, comme la Colombie, l'Egypte, l'Indonésie, l'Iran, le Mexique, l'Afrique du Sud ou la Turquie, précise le rapport "*Global Trends 2030: Alternative Worlds*" rédigé par le Conseil de renseignement national (National Intelligence Council), une branche spécialisée de la direction du renseignement.

Le CNRE s'attend à d'importantes avancées grâce aux évolutions technologiques mais son rapport souligne aussi que le changement climatique posera de sérieux problèmes dans le monde et aggravera la demande de ressources vitales.

"*Le niveau technologique continuera d'être le grand niveleur. Les futurs 'géants' de l'internet - comme aujourd'hui Google ou Facebook - disposeront d'une montagne de données et de bien plus d'informations en temps réel que la plupart des gouvernements*", ce qui accroîtra encore l'influence des grandes compagnies privées.

L'essor des technologies de communication et des réseaux sociaux sur internet facilitera de plus en plus les contacts entre les citoyens, comme cela s'est vu pendant le "*Printemps arabe*" de 2011, mais donnera aussi aux gouvernements de plus puissants outils de contrôle de la population.

Au Proche-Orient, les économies devront se diversifier mais l'évolution de la région dépendra surtout du paysage politique.

"D'un côté, si l'Iran demeure une République islamique et parvient à se doter de l'arme nucléaire, l'avenir du Proche-Orient s'annonce très incertain. D'un autre côté, l'émergence de gouvernements modérés et démocratiques ou un accord entre Palestiniens et Israéliens auraient d'énormes conséquences positives."

Le terrorisme islamiste pourrait disparaître d'ici 2030 mais pas le phénomène terroriste lui-même, parfois instrumentalisé par certains Etats.

Ainsi, avec une population et des revenus en augmentation, les demandes planétaires en eau, nourriture et énergie augmenteront respectivement de 35%, 40% et 50%.

La Chine et l'Inde par exemple s'appuieront certainement davantage sur des importations de nourriture, ce qui devrait faire augmenter les prix au niveau mondial. Les habitants des pays aux plus bas revenus seront les principaux pénalisés.

Le monde comptera environ 8,3 milliards d'habitants en 2030, contre 7,1 milliards à l'heure actuelle, mais l'âge moyen sera plus important, ce qui aura aussi d'importantes conséquences.

Un article de lexpress.fr du 11 décembre 2012

Palmarès: le salaire des patrons du CAC 40 ne connaît pas la crise. (12.12)

Malgré la crise, la rémunération moyenne des patrons du CAC 40 s'est élevée à 4,2 millions en 2011, en hausse de 4% sur un an, selon le cabinet Proxinvest. Maurice Lévy a été cette année là le mieux payé des patrons français.

2011 aura encore été une année florissante pour les patrons du CAC 40. Malgré la crise, et la chute des cours de bourse, la rémunération des grands patrons a continué de progresser légèrement en 2011, de 4%, se maintenant à un niveau élevé par rapport aux autres pays européens, a indiqué mardi le cabinet Proxinvest, spécialisé dans la gouvernance d'entreprises.

Cette rémunération a atteint en moyenne 4,2 millions d'euros l'année dernière en hausse de 4% par rapport à 2010, année où les rémunérations avaient déjà flambé de 34%. Dans le détail la rémunération moyenne d'un patron du CAC 40 se décompose comme suit: 24% en rémunération fixe, 32% en variable annuel, 16% d'autres avantages, 16% en actions gratuites et 12% en options.

Retraitée des indemnités de départ, la rémunération moyenne totale des présidents exécutifs du CAC 40 baisse de 3%, note cependant Proxinvest.

Le CAC 40 a chuté de 17% sur la période

Dans le même temps, les cours de Bourse, eux, ont pourtant eu tendance à fléchir, attestant une nouvelle fois de la décorrélation entre les performances de l'entreprise et la rémunération des grands patrons. En 2011, l'indice vedette a ainsi perdu 17% de sa valeur, relève Proxinvest. Cette année là, la rémunération moyenne des patrons du CAC est toutefois restée loin de son niveau d'avant crise: 5,7 millions en moyenne en 2006.

19,6 millions d'euros: la plus forte rémunération

Maurice Levy (Publicis) a été l'année dernière le mieux payé des patrons français (19,6 millions d'euros) grâce notamment au versement anticipé de plusieurs bonus, suivi par Carlos Ghosn (Renault, 13,3 millions d'euros), et de Bernard Charlès (Dassault Systèmes, 10,9 millions). Mais ces rémunérations ne prennent pas en compte les régimes de retraite supplémentaire, dont bénéficient certains dirigeants.

A titre de comparaison en 2010, le patron le mieux payé selon Proxinvest était Jean-Paul Agon (L'Oréal), suivi de Bernard Arnault (LVMH), et de Carlos Ghosn (Renault).

14 dirigeants au dessus de 240 SMIC

Quatorze dirigeants français ont dépassé en 2011 un plafond établi par Proxinvest de 240 Smic annuel soit actuellement 4,6 millions d'euros. Certains bonus non mérités?

Dans le détail, les bonus annuels ont baissé de 8,6%, mais ils se maintiennent à un niveau élevé (124% du salaire fixe en moyenne).

Comme le souligne l'étude, certains bonus comme ceux versés par Carrefour, GDF Suez, SCOR, Peugeot, Dexia, montrent que la part variable n'est pas toujours en ligne avec la performance perçue par l'actionnaire. De manière générale, *"la politique de rémunération des grandes sociétés françaises manque de transparence et est beaucoup trop court-termiste. Il faut absolument étudier la performance d'un dirigeant sur au moins trois années pleines"*, estime Proxinvest.

Moins de stock-options

Sur la structure de la rémunération, Proxinvest note que la part des stock-options dans le salaire type du CAC 40 a été divisée par 4,5 (de 51,5% à 11,5%) en 5 ans, au profit notamment des attributions d'actions

(avec conditions de performance), et d'une progression de la partie fixe de la rémunération: "*Pour la première fois, la part fixe moyenne de la rémunération dépasse 1 million d'euros pour le CAC 40, ce qui fait mécaniquement monter la part variable et plus tard les retraites, qui sont calculées en pourcentage de la part fixe*", signale Loïc Dessaint, directeur associé de Proxinvest.

Sixième place en Europe

A comparer au reste de l'Europe, la France se situe à la sixième place derrière le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la Suisse et l'Italie. La baisse des rémunérations des sociétés cotées a été plus importante en Europe qu'en Hexagone, avec une chute de 5% en 2011.

2,06 millions d'euros: le salaire moyen d'un dirigeant du SBF 80

En moyenne un dirigeant du SBF 80 (peloton des 80 entreprises qui suit les 40 plus grandes capitalisations boursières) est deux fois moins rémunéré qu'un dirigeant du CAC 40 avec 2,06 millions d'euros (contre 2,1 en 2010).

Un article de l'AFP du 11 décembre 2012

Etats-Unis : une loi limitant le pouvoir des syndicats dans le coeur ouvrier du Michigan. (12.12)

La longue bataille pour affaiblir les syndicats aux Etats-Unis a pris un nouveau tournant et touche à présent le coeur du mouvement ouvrier, dans le Michigan, où le gouverneur républicain s'apprête à signer une loi controversée.

La Chambre des représentants de l'Etat a approuvé mardi un texte vivement critiqué par les syndicats, qui ne rendra désormais plus obligatoire le fait de payer des cotisations syndicales pour les ouvriers d'une entreprise publique ou privée.

Seuls les membres syndiqués devront s'acquitter de ces frais, ce qui, notent les détracteurs de la loi, poussera les travailleurs à ne pas rejoindre les syndicats pour économiser de l'argent en des temps difficiles.

Le Sénat du Michigan, dans le Nord des Etats-Unis, avait déjà voté en faveur du texte la semaine dernière -- les deux chambres sont dominées par les républicains-- et le gouverneur Rick Snyder a annoncé qu'il promulguerait la loi dès cette semaine.

En signe de protestation, des milliers de personnes ont manifesté mardi devant le Congrès du Michigan, dans la capitale Lansing. Après des échauffourées avec la police, au moins deux personnes ont été arrêtées, selon les forces de l'ordre, qui ont utilisé des bombes lacrymogènes contre la foule.

"*Il va y avoir du sang, il va y avoir des répercussions*" à cette loi, a lancé devant la Chambre l' élu démocrate Douglas Geiss.

Pour justifier cette législation, dite du "*droit au travail*", le gouverneur Rick Snyder assure que le texte est nécessaire pour "*maintenir notre avantage compétitif*" et attirer de nouveaux emplois, surtout après que l'Indiana voisin est devenu cette année le 23e Etat sur 50 à promulguer une telle loi.

Lors d'un déplacement lundi dans une usine automobile du Michigan, le président démocrate Barack Obama a fermement condamné ces nouvelles mesures: "*Vous savez, ces lois sur le soi-disant +droit au travail+, elles n'ont rien à voir avec l'économie. Elles ont tout à voir avec la politique*".

"*Attaque directe contre le monde ouvrier*"

Ces lois avaient jusqu'à présent été limitées aux Etats avec une faible présence syndicale, notamment dans le Sud et l'Ouest du pays.

Leur extension au coeur même des régions traditionnellement industrielles de l'Indiana et du Michigan --lieu de naissance du United Auto Workers Union, l'un des plus importants syndicats d'Amérique du Nord-- marque un tournant.

Elle intervient après des tentatives d'élus républicains locaux arrivés au pouvoir en 2010 de réduire les droits de négociation des syndicats dans la "*Rust Belt*" ("*ceinture de rouille*"), zone de développement historique des industries lourdes s'étendant de Chicago au Nord-Est des Etats-Unis.

C'est le cas du Wisconsin et de l'Ohio, dont les assemblées ont fait adopter des lois limitant les conventions collectives des salariés du secteur public.

Si dans l'Ohio, les syndicats sont parvenus à renverser ce genre de législations, dans le Wisconsin les restrictions demeurent.

Pour Harley Shaiken, professeur à l'Université Berkeley de Californie, le gouverneur Snyder et ceux qui l'imitent ou l'ont imité vont "*payer un coût politique élevé*": "*Ils ont déclenché une guerre qui n'existait pas (...)* c'est une *attaque directe contre le monde ouvrier*".

Les syndicats restent puissants sur le plan économique et politique aux Etats-Unis, même si les adhésions sont tombées de 20,1% des travailleurs en 1983 à 11,8% en 2011.

Roland Zullo, de l'Université du Michigan, explique que si les entreprises vont profiter de ce genre de lois, les vraies motivations des élus restent politiques, "*car les syndicats dans le Michigan ont été des acteurs très importants pour la victoire des démocrates aux dernières élections*".

Un article de l'AFP du 12 décembre 2012

Fraude fiscale: information judiciaire contre l'un des deux patrons de Deutsche Bank (13.12)

Deutsche Bank a annoncé mercredi que l'un de ses deux patrons, Jürgen Fitschen, ainsi que le directeur financier Stefan Krause faisaient l'objet d'une information judiciaire du parquet de Francfort (ouest) dans le cadre d'une affaire de fraude fiscale.

Les deux dirigeants sont concernés par l'enquête "*parce qu'ils ont signé la déclaration d'impôt sur le chiffre d'affaires de 2009 de la banque*", explique la première banque allemande dans un communiqué.

"La banque a corrigé cette déclaration depuis longtemps et contrairement au parquet estime que cela a été fait à temps", a-t-elle précisé.

"Deutsche Bank continue de coopérer totalement avec les autorités", a-t-elle ajouté.

Cette déclaration intervient quelques heures après que le groupe eut annoncé des perquisitions dans ses bureaux par la police allemande, dans une affaire de fraude fiscale liée au marché des droits à polluer.

Le parquet général de Francfort a confirmé que les locaux d'*"une grande banque"* à Francfort, mais aussi à Berlin ou encore Düsseldorf (nord-ouest), ont été perquisitionnés mercredi, ainsi que des domiciles de salariés de la banque.

Au total "*25 salariés de l'entreprise*" sont soupçonnés de "*fraude fiscale aggravée, blanchiment d'argent et tentative de recel de malfaiteur*", selon le parquet, qui précise avoir lancé des mandats d'arrêt contre cinq d'entre eux.

Les enquêteurs soupçonnent depuis 2010 plusieurs salariés de la banque d'avoir servi d'intermédiaires financiers à des entrepreneurs ayant triché sur l'imposition liée au marché des droits d'émission de CO2 en profitant de failles juridiques, entre septembre 2009 et avril 2010.

Le fisc allemand avait chiffré son dommage à plus de 200 millions d'euros.

Deutsche Bank s'est déjà séparé de certains des salariés concernés et en a suspendu d'autres. Ses bureaux avaient déjà fait l'objet de perquisitions en 2010 dans le cadre de cette même enquête.

En décembre 2011 six entrepreneurs européens dont trois Britanniques, deux Allemands et un Français avaient été condamnés à Francfort à des peines allant de trois à sept ans de prison ferme pour n'avoir jamais payé d'impôts sur des transactions portant sur des droits d'émission de CO2. Des enquêtes sont toujours en cours sur une centaine de personnes.

Le parquet de Francfort avait déclaré que les personnes condamnées avaient été aidées par des salariés de Deutsche Bank, mais n'avait pas lancé de poursuites à leur encontre.

Les nouveaux rebondissements dans cette affaire ancienne risque de plonger la direction de Deutsche Bank dans l'embarras, alors qu'elle avait promis en septembre une nouvelle culture d'entreprise, plus responsable, pour tenter de redorer son image ternie par une série d'affaires judiciaires.

L'autre patron de Deutsche Bank, Anshu Jain, est lui déjà empêtré dans le scandale des taux de prêts interbancaires Libor car il dirigeait la division de banque d'investissement du groupe au moment des faits.

Fin juillet, la banque avait reconnu que quelques-uns de ses employés avaient participé à la vaste manipulation du Libor, mais selon une enquête menée en interne "*aucun membre du directoire, ancien ou actuellement en poste*", n'était impliqué.

La semaine dernière enfin, plusieurs anciens employés du groupe l'ont accusé dans la presse d'avoir délibérément mal évalué la valeur de certains actifs aux Etats-Unis durant la crise financière, afin d'éviter de subir des pertes en milliards de dollars. Deutsche Bank a rejeté avec véhémence ces accusations.

Un article de Al Manar et Mondialisation.ca du 17 décembre 2012

40% des Israéliens prêts à partir! (18.12)

Un sondage publié ce vendredi par le quotidien israélien Haaretz a révélé que 40% des Israéliens réfléchissent de quitter « Israël » et de vivre ailleurs lorsque l'occasion s'offre à eux. Les résultats de ce sondage sont « *surprenants* », estime le quotidien, au moment où le département des statistiques central affirme que la balance de l'immigration est positif pour Israël !

Selon ce sondage, 37% des Israéliens étudient l'option de vivre dans un autre pays dans l'avenir. 2% parmi eux sont en train de plier bagage pour quitter la Palestine occupée.

Ce sont surtout les Israéliens âgés entre 30 et 39 ans, les laïcs et les travailleurs, mais aussi les habitants du Sud et de la région centrale en Israël qui réfléchissent de plus en plus à cette idée. *Haaretz* a souligné que le sondage en question a été effectué avant la guerre israélienne contre la bande de Gaza.

Les responsables israéliens concernés du dossier de l'immigration déplorent que la majorité des immigrants soient des jeunes professionnels et des universitaires diplômés qui ne sont plus attachés à leur « pays », expliquant que leur volonté d'y rester dépend surtout du niveau et de la qualité de vie.

Selon un rapport israélien publié en 2011 et effectué par le centre de recherches sociales et économiques TAB, le niveau de vie et les chances de travail pour jeunes ont diminué ces cinq dernières années. Les résultats de ce rapport sont en harmonie avec les données de l'organisation de la coopération et du développement économique OCED, qui place Israël dans la 25ème position sur une liste de 36 pays.

Par ailleurs, une recherche effectuée par l'Université de Tel Aviv – département des sciences sociologiques a montré que plus de 100 mille Israéliens détenaient en 2007 un passeport à destination des pays de l'Europe centrale, soit une hausse de 100% par rapport aux détenteurs de passeports en 2000.

Toutefois, le Haaretz prétend que le facteur essentiel qui pousse les Israéliens à l'immigration est purement économique, alors que le facteur sécuritaire est secondaire. Selon une étude effectuée par l'université hébraïque à AlQods, 14000 Israéliens ont quitté à jamais la Palestine occupée en 2012 !

Un article Le Point.fr du 18 décembre 2012

Espagne : chaos dans les hôpitaux publics madrilènes (19.12)

Une grève illimitée contre le plan de privatisations décidé par le gouvernement paralyse le système de santé de la région de Madrid.

Mieux vaut ne pas être gravement malade et avoir besoin de se rendre à l'hôpital public ces jours-ci à Madrid. Près de 70 % du personnel de santé, selon les organisateurs (20 % selon le gouvernement régional), est en grève illimitée. L'Association des spécialistes de Madrid, ainsi que les syndicats protestent contre le vaste plan de privatisation présenté fin octobre par l'exécutif de la communauté madrilène. Les conservateurs au pouvoir ont l'intention de privatiser la gestion de 6 hôpitaux sur les 18 de la région et de 27 autres centres de santé.

La crise économique et les coupes budgétaires imposées par le gouvernement central (sept milliards pour le secteur de la santé) obligent à une réforme du système sanitaire. À l'instar des autres régions du pays, endettées par une santé trop coûteuse, Madrid cherche à réduire les frais. Son objectif est d'économiser près de 533 millions d'euros. Outre le projet de privatisation qui devrait réduire le coût journalier per capita de 600 euros à 440 euros, il est prévu de mettre en place le système du co-paiement pour les produits pharmaceutiques. Comme en Catalogne, les patients devront participer à l'achat de leurs médicaments en payant une taxe. Il est question de verser entre un et cinq euros par prescription médicale. On parle aussi de faire payer le lit d'hôpital 10 euros par nuit.

"Certes, le système sanitaire doit être réformé", assure Julián Esquerra, secrétaire général des Syndicats de médecins de Madrid, avant de nuancer toutefois : "Or, là, il est question d'en finir avec tout le régime sanitaire social." Les syndicats ont déjà accepté à contrecœur certaines réformes telles que la suppression du paiement des heures supplémentaires, la retraite forcée à 65 ans ou encore la concentration de certaines spécialités, mais ils refusent la gestion privée pour les hôpitaux grand public. "Ces hôpitaux vont devenir des centres de santé de luxe où seront réalisées les opérations les plus rentables et où le patient ne restera alité que peu de temps. Les chirurgies thoracique ou vasculaire par exemple, qui sont onéreuses, ne seront pas prises en compte par ces nouveaux centres de santé", fulmine le syndicaliste, qui appelle à poursuivre la grève et à manifester dans les rues de la capitale.

Depuis trois semaines, médecins et infirmiers descendent sans répit dans les rues de Madrid vêtus de leur blouse blanche. Ces "marées blanches" bloquent également l'accès des hôpitaux avec des pancartes sur lesquelles on peut lire "La santé n'est pas à vendre, elle se défend" ou encore "Nous n'avons ni parti politique, ni drapeaux, mais des patients à soigner."

Les patients, eux, sont actuellement les plus touchés par la situation. Depuis le début des contestations, près de 4 000 opérations chirurgicales ont dû être annulées. Tout ce qui n'est pas vital est repoussé à plus tard. "Nous n'avons pas de lits libres pour recevoir les malades", assure une infirmière de l'hôpital El Tajo, un des six centres visés par la privatisation et où les consultations journalières ont été réduites de 60 %.

Le gouvernement a annoncé avant Noël plusieurs autres réunions avec les collectifs en grève afin de débloquer le conflit. Car la situation pourrait s'aggraver avec les fêtes de fin d'année, durant lesquelles le personnel est habituellement en effectif réduit. "Nous irons jusqu'au bout, il est question de la survie de nos postes, mais aussi et surtout de maintenir un modèle social juste pour que toute personne ait accès aux soins indépendamment de ses revenus", conclut Julián Esquerra. Le ton est donné.

Un article Le Nouvel Observateur avec AFP du 18 décembre 2012

580.000 foyers privés d'électricité et de gaz pour impayés en 2012. (19.12)

Près de 580.000 foyers ont été l'objet de coupures ou de restrictions d'électricité et de coupures de gaz pour impayés en 2012, selon des estimations dévoilées ce mardi 18 décembre. A l'origine de cette publication, le Médiateur national de l'Energie réclame l'instauration d'une trêve hivernale générale.

Selon l'autorité administrative indépendante, en charge de la protection des consommateurs d'électricité et de gaz, environ 400.000 foyers, cette année, ont été l'objet soit de coupures d'électricité, soit de résiliations de contrats par leur fournisseur, soit de réduction de puissance à seulement 1.000 watts.

"Or avec 1.000 watts, vous pouvez juste avoir quelques lampes et un frigidaire. Dès que vous mettez une plaque de cuisson, une machine à laver ou même un fer à repasser, ça saute", souligne le délégué général du Médiateur.

Pour le gaz, l'autorité estime à 180.000 le nombre des coupures cette année.

L'an passé, le Médiateur avait estimé le nombre total des coupures et restrictions dans l'électricité et le gaz à environ 500.000, ce qui suggère un bond. Mais les estimations plus précises cette année rendent la comparaison annuelle difficile, selon le délégué général : *"Il n'y a pas forcément une augmentation du nombre de coupures. Ce qui est certain, c'est que rien que sur les 10 premiers mois de 2012, il y a eu plus de résiliations que sur l'ensemble de l'année dernière"*.

Pour une trêve générale l'hiver

Il propose la mise en place d'un *"fournisseur de dernier recours"*, des clients résiliés ayant des difficultés à trouver un autre fournisseur. Le Médiateur soutient également la mise en place d'une trêve hivernale généralisée pour les coupures d'électricité et de gaz, semblable à celle en vigueur pour les expulsions de logements.

"La trêve hivernale devrait concerner tous les consommateurs. Aujourd'hui, elle n'existe que pour les gens qui sont éligibles au fonds de solidarité logement, c'est-à-dire quelques centaines de milliers de personnes", explique le délégué. Sans y être légalement contraints, les fournisseurs s'engagent aussi à ne pas couper les bénéficiaires des tarifs sociaux durant l'hiver, mais ces promesses ne sont pas toujours respectées, selon lui.

La généralisation de la trêve hivernale figure dans la proposition de loi du député PS François Brottes sur la tarification progressive de l'énergie. Mais cette proposition ayant été bloquée par le Sénat, elle ne pourra pas entrer en vigueur cet hiver.

Un article de l'AFP du 18 décembre 2012

Energies: le charbon en passe de ravir au pétrole sa place de n°1 mondial. (19.12)

Le charbon polluant et ses "gueules noires", rois du XXI^e siècle ? Tiré par l'immense appétit de la Chine, "King Coal" devrait d'ici 5 à 10 ans détrôner le pétrole comme première source d'énergie mondiale, a averti mardi l'Agence internationale de l'Energie (AIE).

"Grâce à des ressources abondantes et une demande insatiable d'électricité des marchés émergents, le charbon a représenté près de la moitié de l'augmentation de la demande mondiale d'énergie lors de la première décennie du XXI^e siècle", souligne l'AIE (agence autonome de l'OCDE).

Dans un long rapport, l'AIE se penche sur l'évolution du marché du charbon pour les cinq ans à venir. Conclusion: en 2017, la consommation de charbon devrait représenter 4,32 milliards de tonnes équivalent pétrole, tout près des 4,4 milliards de l'or noir.

"La part du charbon dans le bouquet énergétique mondial continue de progresser chaque année, et si aucun changement n'est fait aux politiques actuelles, le charbon rattrapera le pétrole d'ici une décennie", avertit la patronne de l'organisation basée à Paris, Maria van der Hoeven.

Comme le résume l'AIE, "le charbon c'est la Chine. La Chine c'est le charbon". A lui seul, le géant asiatique, qui inaugure les centrales électriques à charbon à tour de bras, a représenté l'an dernier 46,2% de la consommation mondiale.

Le cap des 50% devrait être franchi dès 2014, ce qui signifie que la Chine consommera à ce moment-là davantage de charbon que tous les autres pays réunis.

Mais la tendance est générale: l'AIE s'attend "à ce que la demande de charbon augmente dans toutes les régions du monde", à l'exception notable des Etats-Unis. L'Inde devrait ainsi ravir la place de deuxième consommateur mondial aux Américains d'ici 2017.

Gaz de schiste, meilleure arme contre le charbon ?

Dans son tableau très noir, seuls les Etats-Unis font exception: le boom des gaz de schiste (eux-même controversés pour leurs risques environnementaux pour les sous-sols) y a entraîné une chute des prix du gaz qui a rendu le charbon beaucoup moins intéressant.

En l'absence d'un prix élevé du carbone qui pénaliserait les énergies polluantes, "seule une concurrence féroce d'un gaz à bas prix permet effectivement de réduire la demande de charbon", fait valoir l'AIE. "L'Europe, la Chine et d'autres devraient en prendre note", estime Mme van der Hoeven.

Reste que le déclin du charbon aux Etats-Unis a entraîné un bond des exportations américaines, notamment vers l'Europe, note l'AIE. Conséquence: les prix du charbon en Europe ont chuté de 130 dollars la tonne en mars 2011 à 85 dollars en mai 2012.

Même dans le Vieux Continent aux objectifs environnementaux plus ambitieux, certains pays se tournent davantage vers le charbon.

Ainsi, lors du premier semestre 2011, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne ont tous les trois produit significativement moins d'électricité à partir de gaz (moins générateur de gaz à effet de serre), et notablement plus à partir du charbon, souligne l'AIE.

Aujourd'hui, le charbon représente déjà près de 28% de l'énergie consommée dans le monde et constitue la première source d'électricité, selon l'AIE.

Le constat de la percée du combustible sonne comme un avertissement au moment où les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique passent au second plan.

D'autant que la principale piste d'un charbon plus "*propre*", le captage et stockage de CO2 émis lors de sa combustion, "*n'a pas décollé comme prévu*", déplore l'AIE.

"Le résultat, c'est que sans restriction à la consommation de charbon avec des politiques climatiques, la demande et le CO2 continueront à augmenter", s'alarme-t-elle.

Commentaire.

En attendant que la centrale nucléaire de l'extrême sud du Tamil Nadu soit mise en service, c'est grâce au charbon que mon ordinateur fonctionne et que je peux bosser. Est-ce que cela me pose un problème ? Pas du tout, mon problème ce sont les écologistes qui auraient fait la paire avec mahatma Gandhi qui voulait maintenir l'Inde à l'ère du rouet et du char à boeuf.

En France, vous profitez des progrès qui ont vu le jour à l'époque du charbon, grâce au charbon, aux mineurs, alors pourquoi devrions-nous nous en passer en Inde (ou en Chine), dites-nous ? Seuls certains pays auraient le droit de se développer et pas d'autres, c'est bien cela ? On pourrait développer une argumentation sur des pages et des pages dans ce sens-là et pilonner les écologistes. Trop facile et sans appel.

Le recours de nos jours aux énergies fossiles et nucléaires est dû essentiellement à la survie du capitalisme, s'ils veulent s'en passer tout en permettant à tous les peuples d'accéder à un niveau de vie supérieur ou bien-être social, ils n'ont qu'à combattre pour qu'il disparaisse.

Cela vaut pour toutes les revendications partielles ou sectorielles, pour toutes les couches des masses exploitées, dans le cas contraire cela revient à les opposer les unes aux autres ou à profiter de la faiblesse économique de certains Etats dominés, à revendiquer le maintien de notre niveau de vie au détriment d'autres travailleurs dans le monde, ce qui est pour nous inacceptable, exactement comme cela fut le cas pendant la période de la colonisation qui d'une certaine manière n'est pas encore terminée. En un mot, soyez socialistes ou communistes et internationalistes, car il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme.

Un article de Reuters du 20 décembre 2012

ICE achète Nyse Euronext pour 8,2 milliards de dollars (21.12)

Le groupe américain IntercontinentalExchange (ICE) a annoncé jeudi le rachat de Nyse Euronext, une opération de 8,2 milliards de dollars (6,2 milliards d'euros) motivée avant tout par les perspectives du marché des produits dérivés financiers.

ICE a d'emblée déclaré qu'il chercherait à se séparer d'Euronext, la branche européenne de Nyse Euronext, en l'introduisant en Bourse une fois l'acquisition achevée au second semestre de l'an prochain.

"Notre opération vise à répondre à l'évolution actuelle des infrastructures de marché et présente toute une série d'opportunités de croissance", déclaré le PDG du groupe, Jeff Sprecher, cité dans un communiqué.

ICE déboursa 33,12 dollars en numéraire et en titres par action Nyse Euronext, soit une prime de plus de 37% par rapport au cours de clôture de mercredi.

Vers 20h GMT, le titre Nyse Euronext s'envolait de 33,85% à Wall Street, tandis que l'action ICE gagnait 0,61% après avoir pris près de 2% à l'ouverture.

En réaction à cette annonce, Standard & Poor's a placé les notes 'A+/A-1' de Nyse Euronext sous surveillance, avec implication négative, soulignant que la nouvelle entité aurait un endettement significatif.

ICE, jusqu'à présent implanté principalement sur les marchés à terme de l'énergie, s'apprête à prendre le contrôle du New York Stock Exchange, l'emblématique et bicentenaire marché actions de Wall Street, ainsi que sur les Bourses de Paris, Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne.

L'opération permettra surtout à ICE de mettre la main sur le marché de produits dérivés Liffe, le deuxième d'Europe, ce qui le renforcera considérablement face à son principal concurrent, CME Group, l'opérateur du Chicago Board of Trade.

"L'ICE veut le Liffe, c'est le joyau de la couronne de Nyse Euronext", souligne Peter Lenardos, analyste de RBC Capital Markets. *"Sur un plan stratégique, l'entrée d'ICE sur le segment des dérivés en Europe a du sens."*

Fondé en 2000, ICE était initialement un opérateur de transactions électroniques spécialisé dans les matières premières. Un rapprochement de ces activités avec celles du Liffe lui permettrait donc de renforcer son offre sur des produits comme le sucre et d'augmenter sa rentabilité.

Le nouveau groupe issu du rapprochement ICE-Nyse Euronext deviendra le numéro trois mondial, en valeur boursière, des opérateurs de marchés financiers, dépassant l'allemand Deutsche Börse avec une capitalisation globale de 15,2 milliards de dollars.

CME Group affiche pour sa part une valeur de marché de 17,5 milliards selon les données Thomson Reuters, contre 19,5 milliards pour Hong Kong Exchanges and Clearing, le numéro un.

A la différence de Nyse Euronext, ICE était jusqu'à présent resté à l'écart des actions et des options sur actions. Les activités des deux groupes ne se recoupent donc que très peu, ce qui devrait faciliter la validation de leur rapprochement par les autorités de la concurrence, estiment des analystes.

L'an dernier, la justice américaine s'était opposée à une offre d'achat hostile de 11 milliards de dollars d'ICE et Nasdaq OMX Group sur Nyse Euronext, en arguant du risque de concentration excessive sur le marché actions américain.

Si le projet avait abouti, ICE aurait repris les activités de dérivés de Nyse Euronext tandis que Nasdaq OMX aurait pris le contrôle des Bourses.

Une offre concurrente de 9,3 milliards de dollars de Deutsche Börse avait elle aussi échoué, là encore pour des raisons de concurrence.

"La motivation de l'opération reste la même qu'avec Deutsche Börse: faire migrer la compensation des dérivés du Liffe vers les services d'ICE à Londres et monter en puissance pour attirer la compensation des dérivés OTC (de gré à gré)", note Richard Perrott, analyste de Berenberg Bank.

Le rachat de Nyse Euronext confirme le déclin progressif du New York Stock Exchange, le "*Big Board*" longtemps symbole du capitalisme américain triomphant, qui a vu son étoile pâlir avec l'essor des transactions électroniques et des plates-formes privées alternatives créées par des banques de Wall Street.

ICE, lui, s'est construit au fil d'acquisitions successives, allant du marché pétrolier londonien IPE (International Petroleum Exchange) à une plate-forme d'échanges de droits à polluer et une participation dans une chambre de compensation au Brésil.

Commentaire.

Spéculer davantage sur les marchés des dérivés en Europe et s'en mettre davantage dans les poches, comment, en ponctionnant toujours plus de capitaux de l'économie réelle vers l'économie financière ou spéculative. La City de Londres qui fait office de paradis fiscal était le lieu rêvé en Europe pour réaliser cette opération qui s'annonce fort juteuse sur fond d'austérité généralisée. A suivre.

Un article de l'AFP du 20 décembre 2012

UBS condamnée à 1,1 milliard d'euros d'amende pour avoir manipulé le Libor. (21.12)

La banque suisse UBS va payer une amende de 1,1 milliard d'euros pour avoir manipulé le taux interbancaire Libor, trois fois plus que la britannique Barclays, mais le scandale n'est pas clos pour autant alors que près de 20 d'établissements sont dans le collimateur des autorités.

Ce montant global de 1,4 milliard de francs suisses (environ 1,1 milliard d'euros) inclut des amendes à hauteur de 160 millions de livres qui seront versées aux autorités britanniques et de 1,2 milliard de dollars au département de la Justice américain.

La banque reversera également 59 millions de francs suisses à la Finma, l'autorité suisse de surveillance des marchés, qui a ordonné la confiscation de bénéfices indûment réalisés.

"Au cours de ces enquêtes, nous avons découvert que certains collaborateurs avaient eu un comportement inacceptable. Leur comportement illicite ne reflète pas les valeurs d'UBS, ni les normes éthiques élevées que nous attendons de chaque collaborateur", a déclaré Sergio Ermotti, le directeur général de la banque.

Sous le poids notamment de ces amendes, UBS s'attend à essuyer une perte de l'ordre de 2 à 2,5 milliards de francs suisses au quatrième trimestre.

C'est un nouveau coup dur pour la banque suisse, après l'affaire des fraudes du trader londonien Kweku Adoboli, des soupçons de blanchiment de fraude fiscale en France et l'annonce fin octobre de près de 10.000 suppressions de postes dans le cadre d'une réorganisation en profondeur de son activité de banque d'affaires.

Son amende est la deuxième plus importante pénalité jamais infligée à une banque après celle de la britannique HSBC, qui a accepté de payer 1,92 milliard de dollars pour mettre fin à des poursuites aux Etats-Unis, où elle était accusée de complicité de blanchiment d'argent.

Le montant est également trois fois plus élevé que l'amende imposée à Barclays. Le scandale du Libor a éclaté fin juin, lorsque cette banque britannique a révélé qu'elle allait payer 290 millions de livres pour mettre fin à des enquêtes des régulateurs britannique et américain sur la manipulation des taux interbancaires britannique Libor et européen Euribor entre 2005 et 2009.

Taux central dans le monde de la finance, le Libor, qui est fixé sur la base de taux communiqués par un panel de banques internationales, conditionne plus de 300.000 milliards de dollars de produits financiers et a une incidence sur les prêts aux ménages et aux entreprises.

Au moins 45 collaborateurs d'UBS étaient impliqués ou conscients des pratiques visant à influencer les taux, et au moins 2.000 soumissions inappropriées ont été répertoriées, selon l'Autorité des services financiers (FSA) britannique.

La FSA, qui a infligé à UBS la plus grosse amende de son histoire, prévient qu'elle *"continue à mener d'autres enquêtes internationales en relation avec le Libor et l'Euribor"*, son équivalent européen.

Des investigations ont en effet été ouvertes dans plusieurs pays, dont la France, où le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire après la plainte d'une actionnaire de la Société générale.

Aux Etats-Unis, une quinzaine d'établissements de divers pays ont été assignés à comparaître, dont JPMorgan, Citigroup, Barclays, UBS ou Deutsche Bank.

Au Royaume-uni, Royal Bank of Scotland (RBS) a déjà reconnu qu'elle s'attendait à payer une amende importante, qui pourrait, selon la presse, s'élever à 350 millions de livres. L'affaire connaît également un volet pénal dans le pays, où pour la première fois trois personnes ont été arrêtées le 11 décembre.

Commentaire.

Au regard des sommes en jeux, des dizaines ou centaines de milliers de milliards de dollars une amende de 1,1 milliard d'euros, une goutte d'eau dans un océan de profits.

C'est marrant, les avez-vous entendu parler de rembourser les consommateurs de crédits spoliés par ces gangsters ? Non. Donc l'amende qu'ils vont payer sera juste soustraite des profits supplémentaires qu'ils avaient frauduleusement soutirés aux consommateurs et ils pourront garder le reste.

Bref, encore un jugement qui pue l'impunité en somme, mais qu'on nous présente comme un acte de justice, un mot à la mode pour présenter l'oligarchie financière et le capitalisme sous un angle avantageux, propre pour ainsi dire, comme les guerres de nos jours, quoi !

Un article de Reuters du 19 décembre 2012

Quatre banques condamnées en Italie pour la vente de dérivés (21.12)

Reconnues coupables de fraude après la vente de produits financiers complexes à la municipalité de Milan, quatre banques ont été condamnées mercredi par la justice italienne au terme d'un procès qui pourrait inspirer des centaines d'autres collectivités locales de la péninsule.

Deutsche Bank, Depfa Bank, JP Morgan et UBS devront chacune s'acquitter d'une amende d'un million d'euros et subiront une saisie d'un montant global de 90 millions. Neuf employés ont par ailleurs écopé de peines de prison avec sursis allant jusqu'à huit mois.

Le procès portait sur un contrat de swaps signé par le conseil municipal de Milan à l'occasion de l'émission, en 2005, d'un emprunt de 1,68 milliard d'euros avec une maturité de 30 ans. Le contrat souscrit offrait au premier abord un taux d'intérêt attractif mais il a fini par entraîner des coûts prohibitifs, à la charge des contribuables milanais.

Les quatre banques étaient accusées d'avoir menti sur les risques liés à l'opération et d'avoir empoché pour 100 millions d'euros de profits illicites.

"Cette sentence est historique car elle reconnaît le principe que les banques doivent traiter en toute transparence avec l'administration publique", a affirmé le procureur Alfredo Robledo à la presse après la lecture du verdict.

Deutsche Bank, JP Morgan et UBS ont annoncé leur intention de faire appel.

"Les preuves apportées au procès ont démontré de façon claire que les individus s'étaient comportés de manière honnête et appropriée tout au long du processus et que les transactions étaient conformes au droit", a affirmé JP Morgan.

Pour UBS, c'est un coup supplémentaire après l'annonce, dans la matinée, d'une amende de 1,4 milliard de francs suisses (1,16 milliard d'euros) pour manipulation du taux interbancaire Libor.

En Italie, ce procès, le premier du genre, était suivi de près par des centaines de collectivités locales confrontées elles aussi à de lourdes pertes découlant de la souscription de produits financiers complexes.

Selon des données de la Banque d'Italie, les pertes potentielles de contrats dérivés souscrits par les villes italiennes se montent à près de quatre milliards d'euros.

Au total, quelque 600 collectivités locales ont investi dans des produits dérivés pour un montant total de 36 milliards d'euros.

"Ce procès pourrait déclencher une réaction en chaîne pour d'autres administrations locales qui estiment avoir été trompées", juge Fabio Amatucci, un expert en finances locales à l'université Bocconi.

Au cours du procès, le trésorier de la Ville de Milan, Elfo Butti, a expliqué n'être *"certainement pas un expert en produits dérivés"* et n'avoir qu'une connaissance rudimentaire de l'anglais, langue dans laquelle le contrat a été signé.

Commentaire.

Qu'attendent ces *"braves"* élus du PS pour leur emboîter le pas ? Le feu vert de l'Élysée, de Macron ?

Un article d'Atlantico.fr paru dans L'Expansion du 19décembre 2012

Loi bancaire : en quoi elle est un flagrant délit de connivence avec les banquiers ? (21.12)

Pierre Moscovici a présenté le projet de loi imposant notamment aux banques de loger leurs activités spéculatives dans une filiale spécifique, "pour protéger les dépôts des épargnants, mais passé le vocabulaire technique, les banques s'en sortent bien.

Pierre Moscovici a présenté ce mercredi en Conseil des ministres un projet de loi visant à rendre les banques plus sûres. Le ministre défend ce texte face aux élus qui pourraient juger la réforme trop influencée par le lobby bancaire. Pourquoi ?

Le trading haute fréquence, dont l'interdiction a été vantée encore ce week-end par le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, sera possible.

Selon le projet de loi bancaire, les filiales des banques d'affaires ne pourront plus à l'avenir réaliser "*les opérations de négoce à haute fréquence taxables au titre de l'article 235 ter ZD bis du code général des impôts*". Un texte technique qui renvoie lui-même à un décret d'application pris très discrètement pendant l'été par le gouvernement Ayrault pour définir les opérations soumises à la taxe sur les transactions financières. De la conjonction de ces deux textes, il ressort qu'un donneur d'ordre peut éviter cette taxe, et bientôt contourner l'interdiction, en réalisant des opérations toutes les 0,51 secondes - presque une éternité sur les marchés boursiers - et/ou en s'assurant que 20% des ordres passés dans une journée ne sont pas annulés ou modifiés, puisque sont assujetties à la fameuse taxe les opérations annulant ou modifiant les ordres passés dans un délai de moins d'une demi-seconde, et outrepassant 80% des ordres passés dans une même journée.

La tenue de marché préservée par la réforme. Sont exclues de la taxe sur les transactions financières, toutes les "*activités de tenue de marché*", dont la mission est de fournir une cotation continue, indépendamment de l'état du marché. A priori, c'est plutôt logique puisque les teneurs de marché sont obligés de modifier leurs ordres en permanence. Il faut savoir qu'aujourd'hui, les activités de haute fréquence sont majoritairement enregistrées comme des activités de... tenue de marché! Depuis le milieu des années 2000, la plupart des obligations relatives à la tenue de marché (comme la fermeté des ordres, par exemple) ont été assouplies ou supprimées par la réglementation. Résultat, les traders se sont inscrits auprès des places boursières comme des teneurs de marché. Donc, si le gouvernement ne modifie pas son texte, 80 à 90% du trading haute fréquence ne sera pas concerné par l'interdiction, rapporte L'Expansion.

De plus, après un intense lobby des banques, les activités de tenue de marché vont également échapper à la filialisation des activités à risques. En plus de ne pas être supprimées, le trading haute fréquence pourrait donc rester cantonné dans la banque de détail. Un comble pour une pratique jugée hautement spéculative !

Commentaire.

On aura relevé comme chaque fois, qu'une nouvelle loi devant servir soi-disant à réguler la finance à peine dévoilée était déjà contourner. Normal, non ?

Un article de L'Expansion.com avec AFP du 20 décembre 2012

Plus de 12 millions d'heures de chômage partiel consommées en France en 2012. (21.12)

Chaque mois, en moyenne, près de 34.000 salariés sont concernés par le chômage partiel en France, un dispositif qui vise à éviter les licenciements lorsque les entreprises connaissent des difficultés passagères, selon une étude du ministère du Travail (Dares) publiée jeudi 20 décembre. Le chômage partiel, encore sous-utilisé en France, permet aux entreprises de réduire ou suspendre temporairement l'activité de leurs salariés. Le salarié concerné perçoit alors une rémunération - inférieure à celle qu'il touche habituellement -, financée par l'Etat, l'entreprise et dans certains cas l'organisme gérant l'Assurance chômage (Unedic).

Après avoir enregistré un pic en 2009, avec 229.000 salariés concernés en moyenne chaque mois, le recours au chômage partiel a chuté pour se stabiliser en 2011, note la Dares, le niveau de 34.000 salariés en moyenne concernés restant toutefois supérieur à celui enregistré avant le début de la crise. Pendant cette année, un peu plus de 12 millions d'heures de chômage partiel ont été consommées en France et les salariés concernés ont connu en moyenne une réduction mensuelle d'activité de 30 heures, indique l'étude. La majorité des entreprises (56%) qui ont eu recours au chômage partiel entre fin 2008 et fin 2011 ont réduit leur activité pendant un à trois mois (8% pendant plus de 12 mois).

Le dispositif est utilisé en grande majorité dans l'industrie (75% des heures consommées en 2011) où le secteur automobile représente à lui seul le tiers des heures consommées. Depuis mai 2009, un dispositif complémentaire "*activité partielle de longue durée*" ou APLD permet de mieux indemniser les salariés en chômage partiel pendant une période prolongée. Dans ce cas, les entreprises signent une convention avec l'Etat pour une période minimale de trois mois.

Celle-ci garantit aux salariés le versement d'une indemnisation au moins égale à 75% de la rémunération brute par le biais d'une allocation complémentaire qui vient s'ajouter à l'allocation de chômage partiel. L'établissement s'engage alors à maintenir dans l'emploi les salariés concernés pendant au moins deux fois la période de la convention. En 2011, l'Etat a dépensé 49 millions pour l'indemnisation du chômage partiel, dont 5,1 millions au titre des conventions d'APLD.

Un article de l'AFP du 21 décembre 2012

UE: 1.600 milliards d'euros d'aides d'Etat versées aux banques de 2008 à 2011. (22.12)

Les aides d'Etat accordées au secteur financier dans l'Union européenne se sont élevées au total à 1.600 milliards d'euros entre le début de la crise en octobre 2008 et fin décembre 2011 selon un document publié vendredi par la Commission européenne.

Cette somme représente 13% du PIB de l'UE, selon le tableau de bord des aides d'Etat portant sur 2011. La grande majorité, soit 67%, était constituée de garanties publiques sur le financement des banques.

L'année 2011 a également été la dernière où la Commission a appliqué des règles temporaires en matière d'aides d'Etat pour aider l'économie réelle en période de crise. Ce type d'aide, accordé à l'ensemble de l'économie, a représenté 48 milliards d'euros en 2011, soit 0,037% du PIB de l'UE et une diminution de plus de 50% par rapport à l'année précédente.

Cela reflète, selon la Commission, à la fois un faible recours à ces aides par les entreprises et les contraintes budgétaires qui pèsent sur la plupart des Etats.

Le total des aides non liées à la crise a diminué, atteignant 64,3 milliards d'euros en 2011, soit 0,5% du PIB européen. Il s'agit "d'une tendance à la baisse sur le long terme", a indiqué Antoine Colombani, porte-parole du commissaire européen à la Concurrence, Joaquin Almunia, soulignant que ces aides représentaient encore 2% du PIB de l'UE dans les années 1980.

Enfin, selon le tableau de bord, fin juin 2012, environ 85% du montant total des aides illégales, car contraires aux règles européennes de la concurrence, avait été reversé par leurs bénéficiaires aux autorités. Cela représente plus de 13,5 milliards d'euros.

Un article de Slate.fr 21 décembre 2012

***The Economist* toujours fan de Manuel Valls, «le Sarkozy socialiste». (22.12)**

A l'été 2011, l'hebdomadaire libéral britannique *The Economist* avait soutenu Manuel Valls dans sa course à l'investiture socialiste en vue de l'élection présidentielle, estimant qu'il était le seul héritier de Dominique Strauss-Kahn et saluant sa «*vision moderne et rafraîchissante de la gauche*».

Un an et demi plus tard, le statut de Manuel Valls a bien changé: après avoir obtenu moins de 6% lors de la primaire socialiste, il s'est rapproché de François Hollande pour devenir un élément central dans sa campagne présidentielle au poste de directeur de la communication. Après la victoire du 6 mai, il est nommé ministre de l'Intérieur.

Aujourd'hui, il est le membre du gouvernement le plus populaire dans les sondages, alors que le Président Hollande et le Premier ministre Jean-Marc Ayrault sont au plus bas, tout en étant resté fidèle à sa ligne de conduite. Mais une chose n'a pas changé: *The Economist* est toujours fan de Manuel Valls, et lui consacre un article dans son édition datée du 22 décembre. Le journal voit dans son ascension la marque d'un changement d'attitude de la gauche française:

«Dans beaucoup de domaines, il a été aussi ferme que ses prédécesseurs de droite. Il n'a pas hésité à démanteler des campements illégaux de Roms, expulser un imam pour antisémitisme, durcir les lois de contre-terrorisme pour resserrer l'étau autour des djihadistes et mettre plus de policiers dans les rues. Quand Nicolas Sarkozy prenait les mêmes décisions, les socialistes montaient au créneau. Aujourd'hui aux affaires, ils semblent plutôt contents de leur ministre-policier inflexible.»

The Economist voit d'ailleurs dans «son ambition personnelle, son parcours d'outsider [...], son appétit pour prendre les croyances populaires à contre-pied avec énergie» autant de points communs avec Nicolas Sarkozy quand il occupait le même poste. Quand on se souvient que l'hebdomadaire a soutenu Nicolas Sarkozy en 2007 (avec enthousiasme) et en 2012 (par défaut), nul doute qu'il s'agit ici d'un compliment.

Et comme quand le journal lui avait donné sa préférence en 2011, Manuel Valls ne rejette pas la bénédiction de l'institution qui symbolise le libre-échangeisme anglo-saxon. *The Economist* écrit:

«Monsieur Valls s'irrite de la comparaison [avec Sarkozy], mais avoue que "si vous voulez dire qu'il était énergique, qu'il dérangeait les vieilles habitudes et prenait les dossiers de sécurité à bras le corps, alors cela ne me dérange pas."»

Un article de l'AFP du 24 décembre 2012

Etranglés par le chômage, des millions d'Européens basculent dans la pauvreté. (25.12)

Etranglés par le chômage et la rigueur, des millions d'Européens ont basculé cette année dans la pauvreté qui frappe les classes moyennes, ébranle la cohésion sociale et atteint des groupes jusque-là préservés comme les femmes et les enfants.

"*Le trou noir est de plus en plus grand*", s'inquiète Mercedes Gonzalez, une Espagnole de 52 ans qui, avec moins de 800 euros par mois, se bat pour assurer le quotidien d'une famille au chômage à Fuenlabrada, en banlieue de Madrid.

En juillet, elle touchait encore, comme son mari, une aide gouvernementale de 426 euros, aujourd'hui réduite à 360 euros. "*Pendant ce temps, la nourriture et les factures augmentent avec la hausse de la TVA*" depuis septembre, raconte-t-elle.

"*Les choses vont de mal en pis, nous sommes asphyxiés*": la lassitude perce dans la voix de cette petite femme bourrée d'énergie, vendeuse au chômage dont le mari, charpentier, et deux des trois fils adultes sont eux aussi sans emploi.

L'Espagne, quatrième économie de la zone euro, affiche les ingrédients d'une crise sociale majeure: un quart des actifs au chômage, une politique d'austérité historique, des coupes implacables dans l'éducation et la santé, des milliers de familles surendettées jetées à la rue.

Dans ce pays, où deux petits propriétaires menacés d'expulsion se sont suicidés récemment, comme en Grèce ou en Italie, deux autres pays du sud de l'Europe minés par la récession, la crise parfois vire à la tragédie.

Fin mars, l'Italie toute entière s'était émue du geste désespéré de Giuseppe Campaniello, un maçon au chômage de Bologne, poursuivi pour ne pas avoir payé ses impôts, qui s'était immolé par le feu.

"*Giuseppe a été victime d'un système qui fonctionne contre les citoyens*", accuse sa veuve âgée de 48 ans, Tiziana Marrone.

"*Giuseppe n'a reçu aucune aide. Il a senti qu'il était le dos au mur*", ajoute-t-elle, avec des mots très durs: "*Ce n'est pas un suicide lié à la crise, c'est un crime cautionné par l'Etat*".

Mais c'est sans doute la Grèce, avec son économie sous tutelle et un chômage record (26%), qui subit l'impact social le plus dramatique de la crise: 31% de ses habitants étaient en 2011 en danger de pauvreté ou d'exclusion, selon Eurostat, contre une moyenne européenne de 24,2%.

George Tsouvalakis, charpentier sans travail de 31 ans, et sa femme Lia, 30 ans, font partie de cette "*génération perdue*".

Avec leur petite fille de deux ans, ils cherchent à quitter le pays mais ne peuvent se payer un billet d'avion. Leurs revenus, plus de 2.500 euros avant la crise, ont fondu à entre 0 et 400 euros par mois.

"*Nous n'avons pas les moyens de partir. Nous sommes prisonniers de nos maisons*", confie Lia.

Nilce Carvalho, une étudiante portugaise de 29 ans qui a terminé une maîtrise en Arts du spectacle dans la prestigieuse université de Coimbra, a imaginé un autre moyen de s'en sortir: lancer un appel sur Facebook pour effacer la dette qui l'empêche d'emporter son diplôme.

Car sous l'effet de l'austérité gouvernementale, sa bourse a été réduite de 400 à 98 euros et elle doit ainsi mille euros de frais de scolarité. "*C'était très difficile. Ce n'est pas évident d'exposer comme ça ses difficultés*", raconte-t-elle.

Dans ces pays, les organisations humanitaires tournent à plein face à une pauvreté qui prend de nouveaux visages.

"Ce sont des familles dont tous les membres en âge de travailler sont au chômage, des gens qui perdent leur logement parce qu'ils sont expulsés, qui ne sont pas habitués à recourir aux réseaux de protection sociale", souligne Fernando Cuevas, porte-parole de la Croix-Rouge espagnole.

Les ONG s'inquiètent particulièrement du sort des femmes et des enfants, jusque-là préservés par des mécanismes de solidarité familiale qui vacillent.

"Où est aujourd'hui la classe moyenne en Espagne?", s'interroge David Polo, qui s'occupe des sans-abri pour Caritas à Burgos, une ville du nord du pays. *"Elle se fracture. Nous commençons à voir une polarisation de cette classe".*

L'Unicef a recensé 2.200.000 enfants vivant sous le seuil de pauvreté en Espagne. Au Portugal, le ministère de l'Education a révélé fin novembre qu'en moins de vingt jours, le nombre d'élèves souffrant de carence alimentaire était passé de 10.000 à près de 13.000.

Même les retraités, dont certains assument la charge de familles entières, ne sont plus épargnés: le gouvernement de droite espagnol vient d'annoncer que la revalorisation des pensions serait moindre que prévu en 2013, brisant le tabou d'une promesse électorale sur un sujet ultra-sensible.

Un article de Al Manar et Mondialisation.ca du 17 décembre 2012

40% des Israéliens prêts à partir! (18.12)

Un sondage publié ce vendredi par le quotidien israélien Haaretz a révélé que 40% des Israéliens réfléchissent de quitter « Israël » et de vivre ailleurs lorsque l'occasion s'offre à eux. Les résultats de ce sondage sont « *surprenants* », estime le quotidien, au moment où le département des statistiques central affirme que la balance de l'immigration est positif pour Israël !

Selon ce sondage, 37% des Israéliens étudient l'option de vivre dans un autre pays dans l'avenir. 2% parmi eux sont en train de plier bagage pour quitter la Palestine occupée.

Ce sont surtout les Israéliens âgés entre 30 et 39 ans, les laïcs et les travailleurs, mais aussi les habitants du Sud et de la région centrale en Israël qui réfléchissent de plus en plus à cette idée. *Haaretz* a souligné que le sondage en question a été effectué avant la guerre israélienne contre la bande de Gaza.

Les responsables israéliens concernés du dossier de l'immigration déplorent que la majorité des immigrants soient des jeunes professionnels et des universitaires diplômés qui ne sont plus attachés à leur « pays », expliquant que leur volonté d'y rester dépend surtout du niveau et de la qualité de vie.

Selon un rapport israélien publié en 2011 et effectué par le centre de recherches sociales et économiques TAB, le niveau de vie et les chances de travail pour jeunes ont diminué ces cinq dernières années. Les résultats de ce rapport sont en harmonie avec les données de l'organisation de la coopération et du développement économique OCED, qui place Israël dans la 25ème position sur une liste de 36 pays.

Par ailleurs, une recherche effectuée par l'Université de Tel Aviv – département des sciences sociologiques a montré que plus de 100 mille Israéliens détenaient en 2007 un passeport à destination des pays de l'Europe centrale, soit une hausse de 100% par rapport aux détenteurs de passeports en 2000.

Toutefois, le Haaretz prétend que le facteur essentiel qui pousse les Israéliens à l'immigration est purement économique, alors que le facteur sécuritaire est secondaire. Selon une étude effectuée par l'université hébraïque à AlQods, 14000 Israéliens ont quitté à jamais la Palestine occupée en 2012 !

Un article Le Point.fr du 18 décembre 2012

Espagne : chaos dans les hôpitaux publics madrilènes (19.12)

Une grève illimitée contre le plan de privatisations décidé par le gouvernement paralyse le système de santé de la région de Madrid.

Mieux vaut ne pas être gravement malade et avoir besoin de se rendre à l'hôpital public ces jours-ci à Madrid. Près de 70 % du personnel de santé, selon les organisateurs (20 % selon le gouvernement régional), est en grève illimitée. L'Association des spécialistes de Madrid, ainsi que les syndicats protestent contre le vaste plan de privatisation présenté fin octobre par l'exécutif de la communauté madrilène. Les conservateurs au pouvoir ont l'intention de privatiser la gestion de 6 hôpitaux sur les 18 de la région et de 27 autres centres de santé.

La crise économique et les coupes budgétaires imposées par le gouvernement central (sept milliards pour le secteur de la santé) obligent à une réforme du système sanitaire. À l'instar des autres régions du pays, endettées par une santé trop coûteuse, Madrid cherche à réduire les frais. Son objectif est d'économiser près de 533 millions d'euros. Outre le projet de privatisation qui devrait réduire le coût journalier per capita de 600 euros à 440 euros, il est prévu de mettre en place le système du co-paiement pour les produits pharmaceutiques. Comme en Catalogne, les patients devront participer à l'achat de leurs médicaments en payant une taxe. Il est question de verser entre un et cinq euros par prescription médicale. On parle aussi de faire payer le lit d'hôpital 10 euros par nuit.

"Certes, le système sanitaire doit être réformé", assure Julián Esquerro, secrétaire général des Syndicats de médecins de Madrid, avant de nuancer toutefois : "Or, là, il est question d'en finir avec tout le régime sanitaire social." Les syndicats ont déjà accepté à contrecœur certaines réformes telles que la suppression du paiement des heures supplémentaires, la retraite forcée à 65 ans ou encore la concentration de certaines spécialités, mais ils refusent la gestion privée pour les hôpitaux grand public. "Ces hôpitaux vont devenir des centres de santé de luxe où seront réalisées les opérations les plus rentables et où le patient ne restera alité que peu de temps. Les chirurgies thoracique ou vasculaire par exemple, qui sont onéreuses, ne seront pas prises en compte par ces nouveaux centres de santé", fulmine le syndicaliste, qui appelle à poursuivre la grève et à manifester dans les rues de la capitale.

Depuis trois semaines, médecins et infirmiers descendent sans répit dans les rues de Madrid vêtus de leur blouse blanche. Ces "marées blanches" bloquent également l'accès des hôpitaux avec des pancartes sur lesquelles on peut lire "La santé n'est pas à vendre, elle se défend" ou encore "Nous n'avons ni parti politique, ni drapeaux, mais des patients à soigner."

Les patients, eux, sont actuellement les plus touchés par la situation. Depuis le début des contestations, près de 4 000 opérations chirurgicales ont dû être annulées. Tout ce qui n'est pas vital est repoussé à plus tard. "Nous n'avons pas de lits libres pour recevoir les malades", assure une infirmière de l'hôpital El Tajo, un des six centres visés par la privatisation et où les consultations journalières ont été réduites de 60 %.

Le gouvernement a annoncé avant Noël plusieurs autres réunions avec les collectifs en grève afin de débloquer le conflit. Car la situation pourrait s'aggraver avec les fêtes de fin d'année, durant lesquelles le personnel est habituellement en effectif réduit. "Nous irons jusqu'au bout, il est question de la survie de nos postes, mais aussi et surtout de maintenir un modèle social juste pour que toute personne ait accès aux soins indépendamment de ses revenus", conclut Julián Esquerro. Le ton est donné.

Un article Le Nouvel Observateur avec AFP du 18 décembre 2012

580.000 foyers privés d'électricité et de gaz pour impayés en 2012. (19.12)

Près de 580.000 foyers ont été l'objet de coupures ou de restrictions d'électricité et de coupures de gaz pour impayés en 2012, selon des estimations dévoilées ce mardi 18 décembre. A l'origine de cette publication, le Médiateur national de l'Energie réclame l'instauration d'une trêve hivernale générale.

Selon l'autorité administrative indépendante, en charge de la protection des consommateurs d'électricité et de gaz, environ 400.000 foyers, cette année, ont été l'objet soit de coupures d'électricité, soit de résiliations de contrats par leur fournisseur, soit de réduction de puissance à seulement 1.000 watts.

"Or avec 1.000 watts, vous pouvez juste avoir quelques lampes et un frigidaire. Dès que vous mettez une plaque de cuisson, une machine à laver ou même un fer à repasser, ça saute", souligne le délégué général du Médiateur.

Pour le gaz, l'autorité estime à 180.000 le nombre des coupures cette année.

L'an passé, le Médiateur avait estimé le nombre total des coupures et restrictions dans l'électricité et le gaz à environ 500.000, ce qui suggère un bond. Mais les estimations plus précises cette année rendent la comparaison annuelle difficile, selon le délégué général : *"Il n'y a pas forcément une augmentation du nombre de coupures. Ce qui est certain, c'est que rien que sur les 10 premiers mois de 2012, il y a eu plus de résiliations que sur l'ensemble de l'année dernière".*

Pour une trêve générale l'hiver

Il propose la mise en place d'un *"fournisseur de dernier recours"*, des clients résiliés ayant des difficultés à trouver un autre fournisseur. Le Médiateur soutient également la mise en place d'une trêve hivernale généralisée pour les coupures d'électricité et de gaz, semblable à celle en vigueur pour les expulsions de logements.

"La trêve hivernale devrait concerner tous les consommateurs. Aujourd'hui, elle n'existe que pour les gens qui sont éligibles au fonds de solidarité logement, c'est-à-dire quelques centaines de milliers de personnes", explique le délégué. Sans y être légalement contraints, les fournisseurs s'engagent aussi à ne pas couper les bénéficiaires des tarifs sociaux durant l'hiver, mais ces promesses ne sont pas toujours respectées, selon lui.

La généralisation de la trêve hivernale figure dans la proposition de loi du député PS François Brottes sur la tarification progressive de l'énergie. Mais cette proposition ayant été bloquée par le Sénat, elle ne pourra pas entrer en vigueur cet hiver.

Un article de l'AFP du 18 décembre 2012

Energies: le charbon en passe de ravir au pétrole sa place de n°1 mondial. (19.12)

Le charbon polluant et ses "gueules noires", rois du XXI^e siècle ? Tiré par l'immense appétit de la Chine, "King Coal" devrait d'ici 5 à 10 ans détrôner le pétrole comme première source d'énergie mondiale, a averti mardi l'Agence internationale de l'Energie (AIE).

"Grâce à des ressources abondantes et une demande insatiable d'électricité des marchés émergents, le charbon a représenté près de la moitié de l'augmentation de la demande mondiale d'énergie lors de la première décennie du XXI^e siècle", souligne l'AIE (agence autonome de l'OCDE).

Dans un long rapport, l'AIE se penche sur l'évolution du marché du charbon pour les cinq ans à venir. Conclusion: en 2017, la consommation de charbon devrait représenter 4,32 milliards de tonnes équivalent pétrole, tout près des 4,4 milliards de l'or noir.

"La part du charbon dans le bouquet énergétique mondial continue de progresser chaque année, et si aucun changement n'est fait aux politiques actuelles, le charbon rattrapera le pétrole d'ici une décennie", avertit la patronne de l'organisation basée à Paris, Maria van der Hoeven.

Comme le résume l'AIE, *"le charbon c'est la Chine. La Chine c'est le charbon"*. A lui seul, le géant asiatique, qui inaugure les centrales électriques à charbon à tour de bras, a représenté l'an dernier 46,2% de la consommation mondiale.

Le cap des 50% devrait être franchi dès 2014, ce qui signifie que la Chine consommera à ce moment-là davantage de charbon que tous les autres pays réunis.

Mais la tendance est générale: l'AIE s'attend *"à ce que la demande de charbon augmente dans toutes les régions du monde"*, à l'exception notable des Etats-Unis. L'Inde devrait ainsi ravir la place de deuxième consommateur mondial aux Américains d'ici 2017.

Gaz de schiste, meilleure arme contre le charbon ?

Dans son tableau très noir, seuls les Etats-Unis font exception: le boom des gaz de schiste (eux-même controversés pour leurs risques environnementaux pour les sous-sols) y a entraîné une chute des prix du gaz qui a rendu le charbon beaucoup moins intéressant.

En l'absence d'un prix élevé du carbone qui pénaliserait les énergies polluantes, *"seule une concurrence féroce d'un gaz à bas prix permet effectivement de réduire la demande de charbon"*, fait valoir l'AIE. *"L'Europe, la Chine et d'autres devraient en prendre note"*, estime Mme van der Hoeven.

Reste que le déclin du charbon aux Etats-Unis a entraîné un bond des exportations américaines, notamment vers l'Europe, note l'AIE. Conséquence: les prix du charbon en Europe ont chuté de 130 dollars la tonne en mars 2011 à 85 dollars en mai 2012.

Même dans le Vieux Continent aux objectifs environnementaux plus ambitieux, certains pays se tournent davantage vers le charbon.

Ainsi, lors du premier semestre 2011, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne ont tous les trois produit significativement moins d'électricité à partir de gaz (moins générateur de gaz à effet de serre), et notablement plus à partir du charbon, souligne l'AIE.

Aujourd'hui, le charbon représente déjà près de 28% de l'énergie consommée dans le monde et constitue la première source d'électricité, selon l'AIE.

Le constat de la percée du combustible sonne comme un avertissement au moment où les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique passent au second plan.

D'autant que la principale piste d'un charbon plus "*propre*", le captage et stockage de CO2 émis lors de sa combustion, "*n'a pas décollé comme prévu*", déplore l'AIE.

"Le résultat, c'est que sans restriction à la consommation de charbon avec des politiques climatiques, la demande et le CO2 continueront à augmenter", s'alarme-t-elle.

Commentaire.

En attendant que la centrale nucléaire de l'extrême sud du Tamil Nadu soit mise en service, c'est grâce au charbon que mon ordinateur fonctionne et que je peux bosser. Est-ce que cela me pose un problème ? Pas du tout, mon problème ce sont les écologistes qui auraient fait la paire avec mahatma Gandhi qui voulait maintenir l'Inde à l'ère du rouet et du char à boeuf.

En France, vous profitez des progrès qui ont vu le jour à l'époque du charbon, grâce au charbon, aux mineurs, alors pourquoi devrions-nous nous en passer en Inde (ou en Chine), dites-nous ? Seuls certains pays auraient le droit de se développer et pas d'autres, c'est bien cela ? On pourrait développer une argumentation sur des pages et des pages dans ce sens-là et pilonner les écologistes. Trop facile et sans appel.

Le recours de nos jours aux énergies fossiles et nucléaires est dû essentiellement à la survie du capitalisme, s'ils veulent s'en passer tout en permettant à tous les peuples d'accéder à un niveau de vie supérieur ou bien-être social, ils n'ont qu'à combattre pour qu'il disparaisse.

Cela vaut pour toutes les revendications partielles ou sectorielles, pour toutes les couches des masses exploitées, dans le cas contraire cela revient à les opposer les unes aux autres ou à profiter de la faiblesse économique de certains Etats dominés, à revendiquer le maintien de notre niveau de vie au détriment d'autres travailleurs dans le monde, ce qui est pour nous inacceptable, exactement comme cela fut le cas pendant la période de la colonisation qui d'une certaine manière n'est pas encore terminée. En un mot, soyez socialistes ou communistes et internationalistes, car il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme.

Un article de Reuters du 20 décembre 2012

ICE achète Nyse Euronext pour 8,2 milliards de dollars (21.12)

Le groupe américain IntercontinentalExchange (ICE) a annoncé jeudi le rachat de Nyse Euronext, une opération de 8,2 milliards de dollars (6,2 milliards d'euros) motivée avant tout par les perspectives du marché des produits dérivés financiers.

ICE a d'emblée déclaré qu'il chercherait à se séparer d'Euronext, la branche européenne de Nyse Euronext, en l'introduisant en Bourse une fois l'acquisition achevée au second semestre de l'an prochain.

"Notre opération vise à répondre à l'évolution actuelle des infrastructures de marché et présente toute une série d'opportunités de croissance", déclaré le PDG du groupe, Jeff Sprecher, cité dans un communiqué.

ICE déboursa 33,12 dollars en numéraire et en titres par action Nyse Euronext, soit une prime de plus de 37% par rapport au cours de clôture de mercredi.

Vers 20h GMT, le titre Nyse Euronext s'envolait de 33,85% à Wall Street, tandis que l'action ICE gagnait 0,61% après avoir pris près de 2% à l'ouverture.

En réaction à cette annonce, Standard & Poor's a placé les notes 'A+/A-1' de Nyse Euronext sous surveillance, avec implication négative, soulignant que la nouvelle entité aurait un endettement significatif.

ICE, jusqu'à présent implanté principalement sur les marchés à terme de l'énergie, s'apprête à prendre le contrôle du New York Stock Exchange, l'emblématique et bicentenaire marché actions de Wall Street, ainsi que sur les Bourses de Paris, Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne.

L'opération permettra surtout à ICE de mettre la main sur le marché de produits dérivés Liffe, le deuxième d'Europe, ce qui le renforcera considérablement face à son principal concurrent, CME Group, l'opérateur du Chicago Board of Trade.

"L'ICE veut le Liffe, c'est le joyau de la couronne de Nyse Euronext", souligne Peter Lenardos, analyste de RBC Capital Markets. *"Sur un plan stratégique, l'entrée d'ICE sur le segment des dérivés en Europe a du sens."*

Fondé en 2000, ICE était initialement un opérateur de transactions électroniques spécialisé dans les matières premières. Un rapprochement de ces activités avec celles du Liffe lui permettrait donc de renforcer son offre sur des produits comme le sucre et d'augmenter sa rentabilité.

Le nouveau groupe issu du rapprochement ICE-Nyse Euronext deviendra le numéro trois mondial, en valeur boursière, des opérateurs de marchés financiers, dépassant l'allemand Deutsche Börse avec une capitalisation globale de 15,2 milliards de dollars.

CME Group affiche pour sa part une valeur de marché de 17,5 milliards selon les données Thomson Reuters, contre 19,5 milliards pour Hong Kong Exchanges and Clearing, le numéro un.

A la différence de Nyse Euronext, ICE était jusqu'à présent resté à l'écart des actions et des options sur actions. Les activités des deux groupes ne se recoupent donc que très peu, ce qui devrait faciliter la validation de leur rapprochement par les autorités de la concurrence, estiment des analystes.

L'an dernier, la justice américaine s'était opposée à une offre d'achat hostile de 11 milliards de dollars d'ICE et Nasdaq OMX Group sur Nyse Euronext, en arguant du risque de concentration excessive sur le marché actions américain.

Si le projet avait abouti, ICE aurait repris les activités de dérivés de Nyse Euronext tandis que Nasdaq OMX aurait pris le contrôle des Bourses.

Une offre concurrente de 9,3 milliards de dollars de Deutsche Börse avait elle aussi échoué, là encore pour des raisons de concurrence.

"La motivation de l'opération reste la même qu'avec Deutsche Börse: faire migrer la compensation des dérivés du Liffe vers les services d'ICE à Londres et monter en puissance pour attirer la compensation des dérivés OTC (de gré à gré)", note Richard Perrott, analyste de Berenberg Bank.

Le rachat de Nyse Euronext confirme le déclin progressif du New York Stock Exchange, le "*Big Board*" longtemps symbole du capitalisme américain triomphant, qui a vu son étoile pâlir avec l'essor des transactions électroniques et des plates-formes privées alternatives créées par des banques de Wall Street.

ICE, lui, s'est construit au fil d'acquisitions successives, allant du marché pétrolier londonien IPE (International Petroleum Exchange) à une plate-forme d'échanges de droits à polluer et une participation dans une chambre de compensation au Brésil.

Commentaire.

Spéculer davantage sur les marchés des dérivés en Europe et s'en mettre davantage dans les poches, comment, en ponctionnant toujours plus de capitaux de l'économie réelle vers l'économie financière ou spéculative. La City de Londres qui fait office de paradis fiscal était le lieu rêvé en Europe pour réaliser cette opération qui s'annonce fort juteuse sur fond d'austérité généralisée. A suivre.

Un article de l'AFP du 20 décembre 2012

UBS condamnée à 1,1 milliard d'euros d'amende pour avoir manipulé le Libor. (21.12)

La banque suisse UBS va payer une amende de 1,1 milliard d'euros pour avoir manipulé le taux interbancaire Libor, trois fois plus que la britannique Barclays, mais le scandale n'est pas clos pour autant alors que près de 20 d'établissements sont dans le collimateur des autorités.

Ce montant global de 1,4 milliard de francs suisses (environ 1,1 milliard d'euros) inclut des amendes à hauteur de 160 millions de livres qui seront versées aux autorités britanniques et de 1,2 milliard de dollars au département de la Justice américain.

La banque reversera également 59 millions de francs suisses à la Finma, l'autorité suisse de surveillance des marchés, qui a ordonné la confiscation de bénéfices indûment réalisés.

"Au cours de ces enquêtes, nous avons découvert que certains collaborateurs avaient eu un comportement inacceptable. Leur comportement illicite ne reflète pas les valeurs d'UBS, ni les normes éthiques élevées que nous attendons de chaque collaborateur", a déclaré Sergio Ermotti, le directeur général de la banque.

Sous le poids notamment de ces amendes, UBS s'attend à essuyer une perte de l'ordre de 2 à 2,5 milliards de francs suisses au quatrième trimestre.

C'est un nouveau coup dur pour la banque suisse, après l'affaire des fraudes du trader londonien Kweku Adoboli, des soupçons de blanchiment de fraude fiscale en France et l'annonce fin octobre de près de 10.000 suppressions de postes dans le cadre d'une réorganisation en profondeur de son activité de banque d'affaires.

Son amende est la deuxième plus importante pénalité jamais infligée à une banque après celle de la britannique HSBC, qui a accepté de payer 1,92 milliard de dollars pour mettre fin à des poursuites aux Etats-Unis, où elle était accusée de complicité de blanchiment d'argent.

Le montant est également trois fois plus élevé que l'amende imposée à Barclays. Le scandale du Libor a éclaté fin juin, lorsque cette banque britannique a révélé qu'elle allait payer 290 millions de livres pour mettre fin à des enquêtes des régulateurs britannique et américain sur la manipulation des taux interbancaires britannique Libor et européen Euribor entre 2005 et 2009.

Taux central dans le monde de la finance, le Libor, qui est fixé sur la base de taux communiqués par un panel de banques internationales, conditionne plus de 300.000 milliards de dollars de produits financiers et a une incidence sur les prêts aux ménages et aux entreprises.

Au moins 45 collaborateurs d'UBS étaient impliqués ou conscients des pratiques visant à influencer les taux, et au moins 2.000 soumissions inappropriées ont été répertoriées, selon l'Autorité des services financiers (FSA) britannique.

La FSA, qui a infligé à UBS la plus grosse amende de son histoire, prévient qu'elle *"continue à mener d'autres enquêtes internationales en relation avec le Libor et l'Euribor"*, son équivalent européen.

Des investigations ont en effet été ouvertes dans plusieurs pays, dont la France, où le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire après la plainte d'une actionnaire de la Société générale.

Aux Etats-Unis, une quinzaine d'établissements de divers pays ont été assignés à comparaître, dont JPMorgan, Citigroup, Barclays, UBS ou Deutsche Bank.

Au Royaume-uni, Royal Bank of Scotland (RBS) a déjà reconnu qu'elle s'attendait à payer une amende importante, qui pourrait, selon la presse, s'élever à 350 millions de livres. L'affaire connaît également un volet pénal dans le pays, où pour la première fois trois personnes ont été arrêtées le 11 décembre.

Commentaire.

Au regard des sommes en jeux, des dizaines ou centaines de milliers de milliards de dollars une amende de 1,1 milliard d'euros, une goutte d'eau dans un océan de profits.

C'est marrant, les avez-vous entendu parler de rembourser les consommateurs de crédits spoliés par ces gangsters ? Non. Donc l'amende qu'ils vont payer sera juste soustraite des profits supplémentaires qu'ils avaient frauduleusement soutirés aux consommateurs et ils pourront garder le reste.

Bref, encore un jugement qui pue l'impunité en somme, mais qu'on nous présente comme un acte de justice, un mot à la mode pour présenter l'oligarchie financière et le capitalisme sous un angle avantageux, propre pour ainsi dire, comme les guerres de nos jours, quoi !

Un article de Reuters du 19 décembre 2012

Quatre banques condamnées en Italie pour la vente de dérivés (21.12)

Reconnues coupables de fraude après la vente de produits financiers complexes à la municipalité de Milan, quatre banques ont été condamnées mercredi par la justice italienne au terme d'un procès qui pourrait inspirer des centaines d'autres collectivités locales de la péninsule.

Deutsche Bank, Depfa Bank, JP Morgan et UBS devront chacune s'acquitter d'une amende d'un million d'euros et subiront une saisie d'un montant global de 90 millions. Neuf employés ont par ailleurs écopé de peines de prison avec sursis allant jusqu'à huit mois.

Le procès portait sur un contrat de swaps signé par le conseil municipal de Milan à l'occasion de l'émission, en 2005, d'un emprunt de 1,68 milliard d'euros avec une maturité de 30 ans. Le contrat souscrit offrait au premier abord un taux d'intérêt attractif mais il a fini par entraîner des coûts prohibitifs, à la charge des contribuables milanais.

Les quatre banques étaient accusées d'avoir menti sur les risques liés à l'opération et d'avoir empoché pour 100 millions d'euros de profits illicites.

"Cette sentence est historique car elle reconnaît le principe que les banques doivent traiter en toute transparence avec l'administration publique", a affirmé le procureur Alfredo Robledo à la presse après la lecture du verdict.

Deutsche Bank, JP Morgan et UBS ont annoncé leur intention de faire appel.

"Les preuves apportées au procès ont démontré de façon claire que les individus s'étaient comportés de manière honnête et appropriée tout au long du processus et que les transactions étaient conformes au droit", a affirmé JP Morgan.

Pour UBS, c'est un coup supplémentaire après l'annonce, dans la matinée, d'une amende de 1,4 milliard de francs suisses (1,16 milliard d'euros) pour manipulation du taux interbancaire Libor.

En Italie, ce procès, le premier du genre, était suivi de près par des centaines de collectivités locales confrontées elles aussi à de lourdes pertes découlant de la souscription de produits financiers complexes.

Selon des données de la Banque d'Italie, les pertes potentielles de contrats dérivés souscrits par les villes italiennes se montent à près de quatre milliards d'euros.

Au total, quelque 600 collectivités locales ont investi dans des produits dérivés pour un montant total de 36 milliards d'euros.

"Ce procès pourrait déclencher une réaction en chaîne pour d'autres administrations locales qui estiment avoir été trompées", juge Fabio Amatucci, un expert en finances locales à l'université Bocconi.

Au cours du procès, le trésorier de la Ville de Milan, Elfo Butti, a expliqué n'être *"certainement pas un expert en produits dérivés"* et n'avoir qu'une connaissance rudimentaire de l'anglais, langue dans laquelle le contrat a été signé.

Commentaire.

Qu'attendent ces *"braves"* élus du PS pour leur emboîter le pas ? Le feu vert de l'Élysée, de Macron ?

Un article d'Atlantico.fr paru dans L'Expansion du 19décembre 2012

Loi bancaire : en quoi elle est un flagrant délit de connivence avec les banquiers ? (21.12)

Pierre Moscovici a présenté le projet de loi imposant notamment aux banques de loger leurs activités spéculatives dans une filiale spécifique, "pour protéger les dépôts des épargnants, mais passé le vocabulaire technique, les banques s'en sortent bien.

Pierre Moscovici a présenté ce mercredi en Conseil des ministres un projet de loi visant à rendre les banques plus sûres. Le ministre défend ce texte face aux élus qui pourraient juger la réforme trop influencée par le lobby bancaire. Pourquoi ?

Le trading haute fréquence, dont l'interdiction a été vantée encore ce week-end par le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, sera possible.

Selon le projet de loi bancaire, les filiales des banques d'affaires ne pourront plus à l'avenir réaliser "*les opérations de négoce à haute fréquence taxables au titre de l'article 235 ter ZD bis du code général des impôts*". Un texte technique qui renvoie lui-même à un décret d'application pris très discrètement pendant l'été par le gouvernement Ayrault pour définir les opérations soumises à la taxe sur les transactions financières. De la conjonction de ces deux textes, il ressort qu'un donneur d'ordre peut éviter cette taxe, et bientôt contourner l'interdiction, en réalisant des opérations toutes les 0,51 secondes - presque une éternité sur les marchés boursiers - et/ou en s'assurant que 20% des ordres passés dans une journée ne sont pas annulés ou modifiés, puisque sont assujetties à la fameuse taxe les opérations annulant ou modifiant les ordres passés dans un délai de moins d'une demi-seconde, et outrepassant 80% des ordres passés dans une même journée.

La tenue de marché préservée par la réforme. Sont exclues de la taxe sur les transactions financières, toutes les "*activités de tenue de marché*", dont la mission est de fournir une cotation continue, indépendamment de l'état du marché. A priori, c'est plutôt logique puisque les teneurs de marché sont obligés de modifier leurs ordres en permanence. Il faut savoir qu'aujourd'hui, les activités de haute fréquence sont majoritairement enregistrées comme des activités de... tenue de marché! Depuis le milieu des années 2000, la plupart des obligations relatives à la tenue de marché (comme la fermeté des ordres, par exemple) ont été assouplies ou supprimées par la réglementation. Résultat, les traders se sont inscrits auprès des places boursières comme des teneurs de marché. Donc, si le gouvernement ne modifie pas son texte, 80 à 90% du trading haute fréquence ne sera pas concerné par l'interdiction, rapporte L'Expansion.

De plus, après un intense lobby des banques, les activités de tenue de marché vont également échapper à la filialisation des activités à risques. En plus de ne pas être supprimées, le trading haute fréquence pourrait donc rester cantonné dans la banque de détail. Un comble pour une pratique jugée hautement spéculative !

Commentaire.

On aura relevé comme chaque fois, qu'une nouvelle loi devant servir soi-disant à réguler la finance à peine dévoilée était déjà contourner. Normal, non ?

Un article de L'Expansion.com avec AFP du 20 décembre 2012

Plus de 12 millions d'heures de chômage partiel consommées en France en 2012. (21.12)

Chaque mois, en moyenne, près de 34.000 salariés sont concernés par le chômage partiel en France, un dispositif qui vise à éviter les licenciements lorsque les entreprises connaissent des difficultés passagères, selon une étude du ministère du Travail (Dares) publiée jeudi 20 décembre. Le chômage partiel, encore sous-utilisé en France, permet aux entreprises de réduire ou suspendre temporairement l'activité de leurs salariés. Le salarié concerné perçoit alors une rémunération - inférieure à celle qu'il touche habituellement -, financée par l'Etat, l'entreprise et dans certains cas l'organisme gérant l'Assurance chômage (Unedic).

Après avoir enregistré un pic en 2009, avec 229.000 salariés concernés en moyenne chaque mois, le recours au chômage partiel a chuté pour se stabiliser en 2011, note la Dares, le niveau de 34.000 salariés en moyenne concernés restant toutefois supérieur à celui enregistré avant le début de la crise. Pendant cette année, un peu plus de 12 millions d'heures de chômage partiel ont été consommées en France et les salariés concernés ont connu en moyenne une réduction mensuelle d'activité de 30 heures, indique l'étude. La majorité des entreprises (56%) qui ont eu recours au chômage partiel entre fin 2008 et fin 2011 ont réduit leur activité pendant un à trois mois (8% pendant plus de 12 mois).

Le dispositif est utilisé en grande majorité dans l'industrie (75% des heures consommées en 2011) où le secteur automobile représente à lui seul le tiers des heures consommées. Depuis mai 2009, un dispositif complémentaire "*activité partielle de longue durée*" ou APLD permet de mieux indemniser les salariés en chômage partiel pendant une période prolongée. Dans ce cas, les entreprises signent une convention avec l'Etat pour une période minimale de trois mois.

Celle-ci garantit aux salariés le versement d'une indemnisation au moins égale à 75% de la rémunération brute par le biais d'une allocation complémentaire qui vient s'ajouter à l'allocation de chômage partiel. L'établissement s'engage alors à maintenir dans l'emploi les salariés concernés pendant au moins deux fois la période de la convention. En 2011, l'Etat a dépensé 49 millions pour l'indemnisation du chômage partiel, dont 5,1 millions au titre des conventions d'APLD.

Un article de l'AFP du 21 décembre 2012

UE: 1.600 milliards d'euros d'aides d'Etat versées aux banques de 2008 à 2011. (22.12)

Les aides d'Etat accordées au secteur financier dans l'Union européenne se sont élevées au total à 1.600 milliards d'euros entre le début de la crise en octobre 2008 et fin décembre 2011 selon un document publié vendredi par la Commission européenne.

Cette somme représente 13% du PIB de l'UE, selon le tableau de bord des aides d'Etat portant sur 2011. La grande majorité, soit 67%, était constituée de garanties publiques sur le financement des banques.

L'année 2011 a également été la dernière où la Commission a appliqué des règles temporaires en matière d'aides d'Etat pour aider l'économie réelle en période de crise. Ce type d'aide, accordé à l'ensemble de l'économie, a représenté 48 milliards d'euros en 2011, soit 0,037% du PIB de l'UE et une diminution de plus de 50% par rapport à l'année précédente.

Cela reflète, selon la Commission, à la fois un faible recours à ces aides par les entreprises et les contraintes budgétaires qui pèsent sur la plupart des Etats.

Le total des aides non liées à la crise a diminué, atteignant 64,3 milliards d'euros en 2011, soit 0,5% du PIB européen. Il s'agit "d'une tendance à la baisse sur le long terme", a indiqué Antoine Colombani, porte-parole du commissaire européen à la Concurrence, Joaquin Almunia, soulignant que ces aides représentaient encore 2% du PIB de l'UE dans les années 1980.

Enfin, selon le tableau de bord, fin juin 2012, environ 85% du montant total des aides illégales, car contraires aux règles européennes de la concurrence, avait été reversé par leurs bénéficiaires aux autorités. Cela représente plus de 13,5 milliards d'euros.

Un article de Slate.fr 21 décembre 2012

***The Economist* toujours fan de Manuel Valls, «le Sarkozy socialiste». (22.12)**

A l'été 2011, l'hebdomadaire libéral britannique *The Economist* avait soutenu Manuel Valls dans sa course à l'investiture socialiste en vue de l'élection présidentielle, estimant qu'il était le seul héritier de Dominique Strauss-Kahn et saluant sa «*vision moderne et rafraîchissante de la gauche*».

Un an et demi plus tard, le statut de Manuel Valls a bien changé: après avoir obtenu moins de 6% lors de la primaire socialiste, il s'est rapproché de François Hollande pour devenir un élément central dans sa campagne présidentielle au poste de directeur de la communication. Après la victoire du 6 mai, il est nommé ministre de l'Intérieur.

Aujourd'hui, il est le membre du gouvernement le plus populaire dans les sondages, alors que le Président Hollande et le Premier ministre Jean-Marc Ayrault sont au plus bas, tout en étant resté fidèle à sa ligne de conduite. Mais une chose n'a pas changé: *The Economist* est toujours fan de Manuel Valls, et lui consacre un article dans son édition datée du 22 décembre. Le journal voit dans son ascension la marque d'un changement d'attitude de la gauche française:

«Dans beaucoup de domaines, il a été aussi ferme que ses prédécesseurs de droite. Il n'a pas hésité à démanteler des campements illégaux de Roms, expulser un imam pour antisémitisme, durcir les lois de contre-terrorisme pour resserrer l'étau autour des djihadistes et mettre plus de policiers dans les rues. Quand Nicolas Sarkozy prenait les mêmes décisions, les socialistes montaient au créneau. Aujourd'hui aux affaires, ils semblent plutôt contents de leur ministre-policier inflexible.»

The Economist voit d'ailleurs dans «son ambition personnelle, son parcours d'outsider [...], son appétit pour prendre les croyances populaires à contre-pied avec énergie» autant de points communs avec Nicolas Sarkozy quand il occupait le même poste. Quand on se souvient que l'hebdomadaire a soutenu Nicolas Sarkozy en 2007 (avec enthousiasme) et en 2012 (par défaut), nul doute qu'il s'agit ici d'un compliment.

Et comme quand le journal lui avait donné sa préférence en 2011, Manuel Valls ne rejette pas la bénédiction de l'institution qui symbolise le libre-échangeisme anglo-saxon. *The Economist* écrit:

«Monsieur Valls s'irrite de la comparaison [avec Sarkozy], mais avoue que "si vous voulez dire qu'il était énergique, qu'il dérangeait les vieilles habitudes et prenait les dossiers de sécurité à bras le corps, alors cela ne me dérange pas."»

Un article de l'AFP du 24 décembre 2012

Etranglés par le chômage, des millions d'Européens basculent dans la pauvreté. (25.12)

Etranglés par le chômage et la rigueur, des millions d'Européens ont basculé cette année dans la pauvreté qui frappe les classes moyennes, ébranle la cohésion sociale et atteint des groupes jusque-là préservés comme les femmes et les enfants.

"*Le trou noir est de plus en plus grand*", s'inquiète Mercedes Gonzalez, une Espagnole de 52 ans qui, avec moins de 800 euros par mois, se bat pour assurer le quotidien d'une famille au chômage à Fuenlabrada, en banlieue de Madrid.

En juillet, elle touchait encore, comme son mari, une aide gouvernementale de 426 euros, aujourd'hui réduite à 360 euros. "*Pendant ce temps, la nourriture et les factures augmentent avec la hausse de la TVA*" depuis septembre, raconte-t-elle.

"*Les choses vont de mal en pis, nous sommes asphyxiés*": la lassitude perce dans la voix de cette petite femme bourrée d'énergie, vendeuse au chômage dont le mari, charpentier, et deux des trois fils adultes sont eux aussi sans emploi.

L'Espagne, quatrième économie de la zone euro, affiche les ingrédients d'une crise sociale majeure: un quart des actifs au chômage, une politique d'austérité historique, des coupes implacables dans l'éducation et la santé, des milliers de familles surendettées jetées à la rue.

Dans ce pays, où deux petits propriétaires menacés d'expulsion se sont suicidés récemment, comme en Grèce ou en Italie, deux autres pays du sud de l'Europe minés par la récession, la crise parfois vire à la tragédie.

Fin mars, l'Italie toute entière s'était émue du geste désespéré de Giuseppe Campaniello, un maçon au chômage de Bologne, poursuivi pour ne pas avoir payé ses impôts, qui s'était immolé par le feu.

"*Giuseppe a été victime d'un système qui fonctionne contre les citoyens*", accuse sa veuve âgée de 48 ans, Tiziana Marrone.

"*Giuseppe n'a reçu aucune aide. Il a senti qu'il était le dos au mur*", ajoute-t-elle, avec des mots très durs: "*Ce n'est pas un suicide lié à la crise, c'est un crime cautionné par l'Etat*".

Mais c'est sans doute la Grèce, avec son économie sous tutelle et un chômage record (26%), qui subit l'impact social le plus dramatique de la crise: 31% de ses habitants étaient en 2011 en danger de pauvreté ou d'exclusion, selon Eurostat, contre une moyenne européenne de 24,2%.

George Tsouvalakis, charpentier sans travail de 31 ans, et sa femme Lia, 30 ans, font partie de cette "*génération perdue*".

Avec leur petite fille de deux ans, ils cherchent à quitter le pays mais ne peuvent se payer un billet d'avion. Leurs revenus, plus de 2.500 euros avant la crise, ont fondu à entre 0 et 400 euros par mois.

"*Nous n'avons pas les moyens de partir. Nous sommes prisonniers de nos maisons*", confie Lia.

Nilce Carvalho, une étudiante portugaise de 29 ans qui a terminé une maîtrise en Arts du spectacle dans la prestigieuse université de Coimbra, a imaginé un autre moyen de s'en sortir: lancer un appel sur Facebook pour effacer la dette qui l'empêche d'emporter son diplôme.

Car sous l'effet de l'austérité gouvernementale, sa bourse a été réduite de 400 à 98 euros et elle doit ainsi mille euros de frais de scolarité. "*C'était très difficile. Ce n'est pas évident d'exposer comme ça ses difficultés*", raconte-t-elle.

Dans ces pays, les organisations humanitaires tournent à plein face à une pauvreté qui prend de nouveaux visages.

"Ce sont des familles dont tous les membres en âge de travailler sont au chômage, des gens qui perdent leur logement parce qu'ils sont expulsés, qui ne sont pas habitués à recourir aux réseaux de protection sociale", souligne Fernando Cuevas, porte-parole de la Croix-Rouge espagnole.

Les ONG s'inquiètent particulièrement du sort des femmes et des enfants, jusque-là préservés par des mécanismes de solidarité familiale qui vacillent.

"Où est aujourd'hui la classe moyenne en Espagne?", s'interroge David Polo, qui s'occupe des sans-abri pour Caritas à Burgos, une ville du nord du pays. *"Elle se fracture. Nous commençons à voir une polarisation de cette classe".*

L'Unicef a recensé 2.200.000 enfants vivant sous le seuil de pauvreté en Espagne. Au Portugal, le ministère de l'Education a révélé fin novembre qu'en moins de vingt jours, le nombre d'élèves souffrant de carence alimentaire était passé de 10.000 à près de 13.000.

Même les retraités, dont certains assument la charge de familles entières, ne sont plus épargnés: le gouvernement de droite espagnol vient d'annoncer que la revalorisation des pensions serait moindre que prévu en 2013, brisant le tabou d'une promesse électorale sur un sujet ultra-sensible.

Un article Lepoint.fr du 27 décembre 2012

Ces huit familles qui contrôlent la Chine. (28.12)

L'essentiel du pouvoir et de la richesse chinoise est aux mains de ces "*princes rouges*", descendants de l'ère Deng Xiaoping.

Dans une impressionnante infographie publiée le 26 décembre, le site économique Bloomberg nous livre un arbre généalogique et biographique ultra détaillé des "*huit grandes familles qui contrôlent la Chine*". 103 héritiers des huit "*Immortels*" (référence aux huit dieux du taoïsme), cette aristocratie mise en place dans les années 1980 derrière Deng Xiaoping pour réformer l'économie et apporter une stabilité au parti : la dynastie Deng, les Peng, les Li, les Wang, les Chen, les Yang, les Bo et les Sang.

D'après Bloomberg, trois héritiers cumuleraient à eux seuls une fortune de 1,6 trilliard de dollars en 2011 (1 600 milliards -Ndlr), soit un cinquième de la production annuelle chinoise. Parmi eux, le gendre de Deng Xiaoping, He Ping, et le fils d'un des conseillers de Mao, Chen Yuan.

Par ailleurs, quatre des sept membres actuels du bureau politique du PCC - dont le nouveau secrétaire général Xi Jinping -, descendent également des Immortels.

En plaçant leurs fils, ces "*princes rouges*" à la tête des nouveaux conglomérats publics dans les années 1980, les grandes familles chinoises auraient sorti près de 600 millions de personnes de la pauvreté, créé une classe moyenne et placé l'économie chinoise au deuxième rang mondial. Mais ils ont également creusé les inégalités : "*Ils sont en train de perdre la main, car ils n'ont pas été capables de contrôler leur égoïsme et leur avidité*", analyse pour Bloomberg Barry Naughton, professeur d'économie chinoise à l'université de Californie de San Diego.

Commentaire.

Et dire qu'ils existent encore des maoïstes !

La version chinoise du stalinisme aboutit au rétablissement du capitalisme. On aura beau nous expliquer en long et en large et en travers que cela n'était pas écrit d'avance, reste que l'analyse qui consistait à faire croire le contraire s'est avérée une des plus pathétiquement foireuse de la seconde moitié du XXe siècle, et à mettre au compte de dirigeants dont l'incurie politique n'est plus à démontrer, on n'ose même plus dire de dirigeants de l'avant-garde tant leurs analyses semblent d'un autre âge.

Non, il ne pouvait pas en être autrement sous des régimes dictatoriaux interdisant toute expression politique à la classe ouvrière, de la même manière qu'aujourd'hui les succès rencontrés par l'offensive de l'oligarchie financière contre le prolétariat mondiale s'explique et s'appuie sur la faiblesse organisationnelle et le niveau de conscience médiocre des travailleurs en Europe et dans les vieux pays capitalistes.

On ne peut pas produire des analyses erronées sur la situation mondiale et le développement de la lutte des classes pendant des décennies qui reposent et expriment, entretiennent des illusions, et en même temps s'attendre à ce que le niveau de conscience politique des masses progressent, qu'elles s'organisent ou contruire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, les faits n'ont fait que le démontrer, hélas !

Non, dans le domaine de la lutte de classe comme partout ailleurs les miracles n'existent pas ! Dites-le à vos dirigeants... Sclérosés ou de mauvaise foi je sais d'avance ce qu'ils vont vous répondre : cela n'a rien à voir, en réalité le capitalisme a développé de nouveaux moyens ou il s'en est sorti par lui-même, etc. ne répondant pas à l'argument que j'ai avancé, à savoir que bien que des millions de travailleurs soient demeurés dans la pauvreté et la précarité depuis la fin des années 40, puis soient soumis au chômage depuis plus de 30 ans, ils ont été incapables de les organiser, de construire le parti, ne parlons même pas de l'Internationale.

A les entendre il n'aurait jamais existé en France matière à construire le parti, les conditions auraient toujours été défavorables, sérieusement, qui peut encore croire pareille baliverne ? On se demandera au

passage si ces conditions n'existaient pas, comment alors se fait-il que des dizaines de milliers de travailleurs aient rejoint leurs partis au cours des 70 dernières années pour finalement leur tourner le dos ?

On comprend immédiatement que leur explication est insoutenable, qu'elle ne correspond pas à la réalité. Ils ne veulent pas le reconnaître parce que leur responsabilité est engagée, voilà où se situe le problème. Ils se sont identifiés aux idées qu'ils défendaient au point d'être incapables de porter un regard critique sur leurs propres idées ou d'en changer si elles s'avéraient erronées, au lieu que les idées qu'ils défendaient appartiennent à l'ensemble de la classe ouvrière, ils en ont fait leur propriété privée, de même que leur parti. Finalement, ils ont servi leurs propres intérêts et non ceux de notre classe. Le résultat est sans appel et quelque part dramatique.

Un article de l'AFP du 27 décembre 2012

Vers un record mondial de ventes de voitures en 2013. (28.12)

Les ventes automobiles dans le monde devraient battre en 2013 un record pour une quatrième année d'affilée, s'élevant à plus de 64 millions d'unités, en raison surtout de la demande en Chine, a prédit jeudi la banque canadienne Scotia dans une étude.

La banque prévoit une hausse de 4% des ventes mondiales en 2013, après une augmentation moyenne de 7% par an au cours des trois années précédentes.

"Les ventes mondiales seront soutenues par une forte augmentation du nombre d'emplois dans les pays en développement, des taux d'intérêt très bas et la récente accélération de l'expansion monétaire à l'échelle mondiale", selon Carlos Gomes, économiste de la banque spécialisé dans le secteur automobile.

L'Asie demeurera le principal marché mondial, avec des ventes prévues de 25,7 millions de voitures. La Chine, qui représente maintenant près de 20% des ventes mondiales, devrait afficher une croissance de plus de 10%, à plus de 11,8 millions d'unités. La hausse devrait cependant être plus modeste en Inde, qui a connu cette année sa plus faible croissance économique depuis 2002, en plus d'une inflation en hausse.

En tenant compte des ventes de camions légers, l'Amérique du Nord devrait connaître une croissance de 4,4% à plus de 17,7 millions d'unités, dont 15 millions pour les seuls Etats-Unis.

"Le bilan des ménages américains s'est sensiblement amélioré et n'a jamais été aussi équilibré au cours des 10 dernières années (...), ce qui leur permettra de remplacer bon nombre des vieux tacots encore en circulation. En effet, l'âge moyen du parc automobile américain est aujourd'hui, pour la première fois, supérieur à 11 ans", a noté M. Gomes.

En Europe de l'Ouest, où les ventes ont chuté en 2012 au plus bas depuis 19 ans en raison de la baisse dans les pays méditerranéens -- rongés par la crise de la dette --, elles devraient rester stables à 11,65 millions, estime la banque.

Elles seront en légère hausse en Europe de l'Est, notamment en Russie, à 4,63 millions, ainsi qu'en Amérique latine, où elles totaliseront 5 millions de voitures, grâce à l'accélération de la croissance économique au Brésil liée à la construction d'infrastructures en prévision de la coupe du monde de la FIFA en 2014 et des Jeux Olympiques d'été en 2016.

Un article de Reuters du 27 décembre 2012

Les actionnaires de Bankia vont subir de grosses pertes. (28.12)

Bankia va lessiver 350.000 actionnaires, dont beaucoup de petits porteurs sans grande connaissance des arcanes de la finance, après qu'il a été rendu public que la banque avait une valorisation négative de 4,2 milliards d'euros.

Ce nettoyage apparaît primordial si l'établissement nationalisé doit être remis à flot.

Une source proche de la Banque d'Espagne a dit que Bankia recevrait 18 milliards d'euros d'aide européenne d'ici vendredi et pratiquerait une augmentation de capital durant la première quinzaine de janvier.

Suivant le plan de l'Union européenne de recapitalisation du secteur bancaire espagnol, les actionnaires doivent être les premiers à assumer les pertes. Ce fut déjà le cas avec l'Irlande où les actionnaires d'Anglo Irish Bank sont à sec.

"Envisage-t-on de laisser quelque chose aux actionnaires? Oui. Combien? C'est trop tôt pour le dire. Ce sera très peu? Certainement", a dit la source. "Ce sera purement symbolique. Je peux vous dire qu'ils y laisseront leur chemise".

La source a ajouté que la question était discutée avec les autorités européennes et que le montant final serait connu lors de l'augmentation de capital.

Des centaines de milliers d'Espagnols ont souscrit des actions Bankia lorsque la banque a été introduite en Bourse en juillet 2011. Depuis lors, l'action a chuté de plus de 80%.

Certains petits épargnants, séduits par des campagnes publicitaires agressives, ont également acheté des instruments à risque élevé comme des actions préférentielles ou de la dette subordonnée, sur lesquels ils subiront aussi de grosses pertes.

L'action Bankia perdait plus de 13% jeudi vers 13h10 GMT.

Commentaire.

Tout est dit ici : *"Ce nettoyage apparaît primordial si l'établissement nationalisé doit être remis à flot."* Mais alors à qui vont profiter ces 18 milliards d'euros, devinez ? Aux banquiers ! Mieux encore, et qui va payer ces 18 milliards d'euros à ces parasites : ceux qui y auront laissé *"leur chemise"*.

Un article de l'AFP du 27 décembre 2012

Les grands partis financés à 38% par l'aide publique. (28.12)

Les grands partis politiques ont été financés en 2011 à près de 38% grâce à l'aide publique, soit plus de 69,4 millions d'euros, en légère baisse par rapport à 2010, selon les chiffres publiés jeudi par la Commission nationale des comptes de campagnes et de financements politiques (CNCCFP)

Au total, l'aide publique directe aux partis, petits et grands a atteint 74,8 millions d'euros en 2011 (42 partis en ont bénéficié), souligne la CNCCFP dans un rapport publié comme chaque fin d'année au Journal officiel.

De plus, relève-t-elle, l'Etat finance indirectement la vie politique en accordant aux donateurs et cotisants un avantage fiscal de 66% pour les versements qu'ils effectuent au mandataire d'un parti.

D'après ce rapport de 578 pages, sur les 318 partis politiques pour lesquels la commission a vérifié les comptes déposés au plus tard le 2 juillet 2012, 241 ont respecté leurs obligations, 22 ont déposé des comptes non conformes et 55 n'ont déposé aucun compte.

Seuls les partis politiques ayant déposé leurs comptes certifiés par deux commissaires aux comptes peuvent bénéficier de l'aide publique calculée en fonction de leurs résultats aux dernières législatives. Ils sont également habilités à financer des campagnes électorales et d'autres partis.

Les comptes de l'exercice 2011 présentent des dépenses totales en hausse (204,6 millions d'euros, +8,4%) par rapport à l'exercice précédent mais la moyenne des dépenses reste stable en raison du nombre important de partis créé en 2010. Le total des recettes est lui aussi en augmentation (206,3 M EUR, +9,3%).

A la lecture du rapport, le PS demeure le parti aux plus fortes recettes avec 59,8 M EUR, devant l'UMP (53,1), le PCF (30,8), le Front national (11,8), EELV (8,6) et le MoDem (5,1).

L'étude comparée des recettes confirme le poids du financement public qui représente 38,9% des recettes du PS, 62,3% de l'UMP mais seulement 11,8% pour le PCF dont les principales ressources proviennent de la contribution de ses élus (46,4%).

A noter, au chapitre des dépenses, que l'UMP a dépensé 11 M EUR en propagande et communication contre 7,2 M EUR pour le PS.